

Les Études du CERI  
N° 168 - septembre 2010

**Algérie : les illusions  
de la richesse pétrolière**

**Luis Martinez**

## **Algérie : les illusions de la richesse pétrolière**

### **Résumé**

Trente ans après la nationalisation des hydrocarbures, la richesse pétrolière accumulée semble avoir disparu tant elle est absente des indicateurs d'évaluation du bien-être. En Algérie, elle a fait le bonheur d'une minorité et la tristesse de la majorité. L'absence de contrôle exercé sur la rente pétrolière a conduit à sa dilapidation. Depuis 2002, le pays a renoué avec la richesse pétrolière. L'envolée du prix du baril, bondissant de 30 à 147 dollars entre 2002 et 2008, lui a procuré des revenus extérieurs inespérés qui lui ont permis de se doter de réserves en dollars estimées en 2009 à 150 milliards. Rapatrié pour restaurer la paix civile dans une Algérie dévastée, Abdelaziz Bouteflika a bénéficié de la montée inattendue et inespérée du prix du baril de pétrole. Ainsi, au-delà de la réconciliation nationale, il a pu offrir à l'Algérie un nouvel envol économique. Mais, alors que les drames de la décennie 1990 ne sont pas entièrement pansés et que les illusions de la richesse pétrolière se sont évaporées dans les méandres de la précarité, ce retour inattendu de l'abondance financière ne manque toutefois pas d'inquiéter. A quoi la manne va-t-elle servir ? Qui va la contrôler ? Va-t-elle provoquer ou entretenir à nouveau violence et conflits ?

## **Algeria : the illusions of oil wealth**

### **Abstract**

Thirty years after the nationalisation of hydrocarbons Algeria's oil wealth seems to have disappeared judging by its absence in the country's indicators of well being. In Algeria oil led to happiness for a few and sadness for many. The absence of controls over oil revenue led to the industries downfall. Since 2002 Algeria is again seeing oil wealth. The increase in the price per barrel from 30 to 147 dollars between 2002 and 2008 provided the country with unexpected revenue permitting it to accumulate funds estimated, in 2009, at 150 billion dollars. Abdelaziz Bouteflika, returned to a devastated Algeria to restore civil order, unexpectedly benefited from this price increase. Thus, in addition to national reconciliation he was able to offer Algeria renewed economic growth. However, given that the wounds of the 1990s are not entirely healed and the illusions of oil wealth have evaporated this unexpected return of financial abundance raises concerns. To what ends will this manna be put ? Who will control it ? Will it provoke new violence and conflict ?

# Algérie : les illusions de la richesse pétrolière

Luis Martinez

*CERI-Sciences Po*

L'Algérie est redevenue un grand chantier : des routes, autoroutes, ports, aéroports, métro, hôpitaux, universités, usines, logements sont en construction, dessinant un paysage à l'opposé de celui des années 1990. De façon symbolique, et après plus de vingt-quatre ans d'absence, les Fenecs, l'équipe nationale de football, se sont qualifiés pour la phase finale de la Coupe du monde de football, plongeant le pays entier dans une euphorie comparable aux scènes de liesse du lendemain de l'indépendance. Hélas, ce renouveau est fragile. Redevenu stratégique, le secteur des hydrocarbures se trouve placé une fois de plus au cœur de la politique de développement. Le dynamisme du secteur pétrolier a certes relancé la croissance économique – son taux est de 5 % entre 2005 et 2010. Mais, comme dans les années 1970, cette croissance s'avère entièrement dépendante du secteur des hydrocarbures : en 2009, plus de 98 % des revenus du pays proviennent des exportations de gaz et de pétrole<sup>1</sup>. En 2008, la Sonatrach s'est imposée comme la plus grande et la plus lucrative compagnie pétrolière du continent africain<sup>2</sup>. En mai de cette même année, le ministre de l'Énergie, Chakib Khalil, annonçait qu'elle investirait dans les années à venir 45 milliards de dollars pour atteindre les 2 millions de barils/jour et les 85 millions de mètres cubes de gaz. La Sonatrach est à nouveau la locomotive d'une économie qui peine à se diversifier.

---

<sup>1</sup> UN Comtrade.

<sup>2</sup> Political Risk Services, *Algeria Country Forecast*, 1 juillet 2008, p. 13.

L'Algérie est un pays au niveau de développement qualifié de moyen, comme le rappelle son classement dans les indicateurs de développement humain – elle y occupe la 104<sup>e</sup> place sur 182 pays en 2009. En dehors de quelques propagandistes, ils sont peu, en Algérie, à croire que le 24 février 1971, date de la nationalisation du secteur des hydrocarbures, a sonné l'heure de la « seconde indépendance », comme le titre fièrement la revue *El Djazair*<sup>3</sup>. A la veille du troisième choc pétrolier (2002-2008), un rapport du Conseil national économique et social<sup>4</sup> est venu souligner que 19 % de la population, soit près de 6 millions de personnes, vivaient dans la pauvreté, et pointer la véritable menace que représente un taux de chômage variant entre 22 % et 28 %. Sur le plan financier, le service de la dette absorbait, en 2000, l'équivalent de 47,5 % des ressources extérieures. Lors de l'avènement à la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, en 1999, les caisses de l'Etat sont vides et le pouvoir est dispersé entre quelques « généraux » vainqueurs de la guerre civile. Rapatrié pour restaurer la paix civile dans une Algérie dévastée, Abdelaziz Bouteflika va bénéficier de la montée inattendue et inespérée du prix du baril de pétrole. Ainsi, au-delà de la réconciliation nationale, il offre à l'Algérie un taux de croissance appréciable et, en 2010, plus de 150 milliards de dollars de réserves de change. En apparence, l'Algérie est redevenue solide, mais, en réalité, ce retour inespéré de l'abondance financière ne fait qu'accentuer ses faiblesses. Comme le souligne A. Mebtoul, si le PIB était calculé hors hydrocarbures, l'Algérie reculerait de vingt points : classée à la 102<sup>e</sup> position (sur 177 pays) en 2005-2006, elle serait ainsi ramenée à la 153<sup>e</sup> place<sup>5</sup>.

Quarante ans après le premier choc pétrolier, l'Algérie ne dispose toujours pas d'institutions politiques susceptibles d'exercer un contrôle sur les usages de la rente pétrolière. A défaut de la Cour des comptes, de l'Inspection générale des finances, du Parlement, c'est le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) qui, dans l'opacité la plus totale, fait office de contrôleur de gestion, comme le montrent les affaires qui agitent le microcosme du pouvoir. Loin d'être efficace, l'arbitraire des décisions menace de paralyser les responsables des entreprises nationales qui, pris de panique, s'efforcent de retarder la signature des ordres de paiement, pénalisant un peu plus leurs clients... En fait, pour « déjouer la malédiction pétrolière<sup>6</sup> », l'Algérie doit, plus que restaurer « l'ordre et la grandeur passée » sur le mode de Vladimir Poutine en Russie, démanteler un système opaque alimenté par une économie rentière en pleine essor. Car le

---

<sup>3</sup> Revue *El Djazair*. *Nous avons les Hommes, les idées et le pétrole*, « Il était une fois le 24 février. La seconde indépendance » (Alger), n° 23, février, 2010.

<sup>4</sup> Conseil national économique et social : [http://www.unicef.org/specialsession/hox\\_country/edr\\_algeria\\_fr.PDF](http://www.unicef.org/specialsession/hox_country/edr_algeria_fr.PDF)

<sup>5</sup> A. Mebtoul, « Pour l'amélioration du rapport de 2008 du Conseil économique et social algérien sur l'IDH », *El Khabar*, 14 septembre 2009.

<sup>6</sup> A. Gelb et S. Grasmann, « Déjouer la malédiction pétrolière », *Afrique contemporaine*, n° 229, 2009. L'importante littérature sur la malédiction du pétrole cherche à répondre au paradoxe entre abondance des ressources naturelles et faiblesse des performances économiques. Cette thèse est née dans les années 1970 et a été formulée à partir du cas hollandais, caractérisé par un effondrement de l'industrie manufacturière à la suite des exportations de gaz qui avait renchéri le coût de la main-d'œuvre et surévalué le florin. Elle a alimenté une riche réflexion sur l'Etat rentier.

« mal algérien<sup>7</sup> » est toujours là : l'économie rentière a donné naissance à un système mafieux qui mine et annihile les espoirs d'un décollage économique, et donc d'une amélioration durable des conditions de vie de la population. Le retour de l'homme providentiel ne suffit pas pour juguler les tensions autour de ce nouveau pactole ; sans institutions politiques démocratiques, cette nouvelle richesse inattendue s'apparente à un nouveau mirage. Hier, sous un régime autoritaire, celui de Boumediene (1965-1979), la peur et les menaces n'avaient pas réussi à éloigner « ceux qui désirent que de l'argent » ; aujourd'hui, sous un régime au pluralisme contrôlé, le désir d'enrichissement semble décuplé et les moyens de le réguler apparaissent dérisoires. Dans un article paru dans *L'Expression*, le professeur Chems Eddine Chitour exprime le sentiment de chacun vis-à-vis de ce troisième choc pétrolier :

« Il faut plus que jamais revoir tout ce que nous faisons. Pour commencer, l'Etat doit arrêter de vivre sur un train de richesses qui ne correspond pas à une création de richesses. Il nous faut réhabiliter notre savoir-faire en comptant sur nous-mêmes et non sur les Chinois, les Français, Turcs et autres Coréens pour qui l'Algérie est un bazar où l'on peut refiler n'importe quoi pour l'équivalent de 30 milliards de dollars de gadgets sans lendemain... Il faut un nouveau programme pour gérer l'Algérie, un programme fondé sur la formation des hommes. Cela commence à l'école<sup>8</sup>. »

La rente pétrolière a détruit le savoir-faire local, fait naître des attentes de consommation, entretenu l'illusion de la richesse et marginalisé les investissements dans le capital humain.

Redevenu attractif, le marché algérien est l'objet de convoitise. Sans aucune instance de contrôle, les transactions s'opèrent dans la plus grande opacité, faisant craindre à nouveau un immense gâchis, ainsi que l'illustre la bonne santé du niveau de corruption<sup>9</sup>. Comment exploiter ces surplus financiers<sup>10</sup> ? L'économie nationale se révèle incapable d'absorber les milliards de dollars générés par le troisième choc pétrolier. Elle ne dispose pas des moyens qui lui permettraient d'exploiter cette richesse inattendue. Les grands chantiers de l'Algérie, sous-industrialisée et dépourvue du capital humain nécessaire, sont mis en œuvre et réalisés par des entreprises étrangères. Dans un contexte de violence sociale et politique, Abdelaziz Bouteflika se voit aux prises avec le paradoxe qui fait de ce chef d'Etat le dirigeant d'un pays « riche » mais incapable de répondre à la demande sociale. Des émeutes secouent régulièrement l'Algérie, rappelant

---

<sup>7</sup> S. Goumeziane, *Le Mal algérien. Economie politique d'une transition inachevée*, Paris, Fayard, 1994.

<sup>8</sup> C. E. Chitour, « Troisième contre-choc pétrolier. Que doit faire l'Algérie ? », *L'Expression*, 24 novembre 2008.

<sup>9</sup> En 2009, l'Algérie est classée au 111<sup>e</sup> rang des pays corrompus (sur 180) par Transparency International.

<sup>10</sup> L'Algérie doit-elle se doter d'un fonds souverain ? En juin 2008, sur France 24, le ministre de l'Energie soulignait que « c'est une idée à laquelle il faut bien réfléchir car il faut avoir les moyens, les ressources humaines et faire éventuellement des partenariats pour essayer de décider où et comment investir, si on doit le faire à l'extérieur ».

la vulnérabilité de sa cohésion sociale. De plus, la violence terroriste continue à prospérer<sup>11</sup>. Cette violence est utile au régime : elle voile ses mécanismes de fonctionnement et entretient l'illusion de la menace islamiste. Elle contribue également à maintenir à distance un regard critique sur les usages passés et présents de la rente pétrolière. Et pourtant, dans les années 1970, le pétrole était perçu comme une bénédiction : pour le président Boumediène<sup>12</sup>, convaincu que, grâce à cette ressource, l'Algérie pourrait acheter la modernité et rattraper l'Occident, il représentait le « sang du peuple ». Il s'apparente aujourd'hui davantage à cet « excrément du diable » dénoncé par le père fondateur de l'OPEP, Juan Pablo Pérez Alfonzo<sup>13</sup>.

## L'IMPASSE DE L'ÉCONOMIE RENTIÈRE

Découvert en 1948, le pétrole sera un enjeu fondamental de la guerre de libération (1954-1962). Les autorités françaises qui commencent à envisager l'indépendance ne la conçoivent qu'à condition d'amputer le pays de ses « territoires du Sud ». La promulgation, en 1958, du code pétrolier saharien définit de façon éminemment favorable pour les compagnies françaises les conditions d'exploitation du pétrole. Face au refus inconditionnel des indépendantistes de voir l'Algérie amputée de ses « territoires du Sud », le sort du pétrole est confié, dans le cadre des accords d'Evian de 1962, à un organisme paritaire franco-algérien. Une fois indépendante, l'Algérie du FLN va prendre pleinement la mesure de la limite de sa souveraineté sur l'exploitation des ressources énergétiques du pays. La création de la Sonatrach, en 1963, aura pour objectif de doter l'Algérie de la technologie pétrolière qui lui faisait défaut et qui restait concentrée entre les mains des compagnies pétrolières françaises. A la suite de la demande du régime algérien de modifier les accords d'Evian sur les hydrocarbures, l'accord franco-algérien de juillet 1965 promet une coopération dans ce secteur. Son application se révèle cependant

---

<sup>11</sup> Pour certains observateurs, l'implantation d'Al-Qaida au Maghreb est une manipulation des services de sécurité du régime algérien afin de susciter la peur auprès des pays européens et l'inquiétude des Etats-Unis quant à leurs intérêts dans la région, les obligeant à une coopération sécuritaire. Voir F. Gèze et S. Mellah, « "Al-Qaida au Maghreb", ou la très étrange histoire du GSPC algérien », *Algeria-Watch*, 22 septembre 2007.

<sup>12</sup> « S'il nous était donné d'analyser le pétrole algérien, nous découvririons que le sang de nos martyrs constitue l'une de ses composantes, car la possession de cette richesse a été payée du prix de notre sang. » Discours de Skikda, 16 juillet 1970.

<sup>13</sup> M. Sol Pérez Schael, *El Excremento del diablo. La democracia venezolana y sus protagonistas*, Caracas, Alfadil Ediciones, 1997.

« difficile », du fait d'irréconciliables « divergences d'intérêt<sup>14</sup> ». Pour l'Etat-FLN, dirigé par Houari Boumediene depuis le coup d'Etat de 1965, le contrôle des compagnies étrangères sur les hydrocarbures ne peut perdurer. Le régime ne dispose d'aucune autre ressource. Le 24 février 1971, l'Algérie nationalise le secteur des hydrocarbures et place tous ses espoirs de développement dans l'or noir.

Dans la mémoire collective, cette décennie fait figure d'âge d'or – une période où l'Algérie est appelée à devenir une puissance régionale, guidée par un Etat fort et respecté, et soutenue par une économie prospère, elle-même tirée par le succès des « industries industrialisantes ». Sous l'influence de G. Destanne de Bernis, l'Algérie fait siens ces propos :

« Les pays en voie de développement ne peuvent envisager de rattraper les pays qui ont commencé leur industrialisation depuis plus d'un siècle que s'ils décident de brûler un certain nombre d'étapes et de se porter dès maintenant sur les processus de production les plus modernes<sup>15</sup>. »

La stratégie complexe et sophistiquée des « industries industrialisantes » a pour objectif de créer une dynamique d'intégration de l'ensemble de l'économie (industries métalliques, mécaniques et électriques) afin d'établir des échanges interindustriels. Il s'agit de faire produire par « l'économie algérienne la plus grande partie possible des équipements ». Cette stratégie repose également sur le principe que « l'industrie ne doit pas compter principalement sur l'exportation, mais doit contribuer à intravertir l'économie algérienne ». L'Algérie a pour ambition le développement d'un secteur industriel, afin de créer des biens de production plus que des biens de consommation<sup>16</sup>. La réussite de ce modèle dépend de la capacité d'entraînement de l'industrie sur l'agriculture, d'une coordination durable entre les administrations engagées dans sa mise en œuvre et surtout d'un investissement financier soutenu.

La construction de complexes de liquéfaction du gaz naturel (Arzew, Skida), de raffineries de pétrole (Alger, Arzew, Hassi Messaoud), d'une usine de mercure (Bou Ismail), d'un laminoir à chaux (Annaba) et d'unités de fabrication d'engrais et de plastiques répond alors au désir de doter l'industrie pétrochimique des moyens de production les plus modernes. En somme, il faut « brûler les étapes ». L'Algérie de Boumediene est une parfaite illustration du nationalisme pétrolier et de sa croyance en un développement industriel. A la différence de l'Algérie, dans les années 1970, la Corée du Sud privilégie dans sa stratégie d'industrialisation les industries de substitution à l'importation et mise sur les exportations (les industries lourdes seront développées plus tard)<sup>17</sup>. L'Algérie choisit à l'inverse les industries lourdes, sans avoir le temps,

---

<sup>14</sup> N. Grimaud, « Le conflit pétrolier franco-algérien », *RFSP*, vol. 22, n° 6, 1972, p. 1284.

<sup>15</sup> G. Destanne de Bernis, « Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale », *Economie appliquée*, n° 3-4, 1966, pp. 415-473.

<sup>16</sup> G. Destanne de Bernis, « Les industries industrialisantes et les options algériennes », *Tiers-Monde*, vol. 12, n° 47, 1971, p. 550.

<sup>17</sup> Ick-Jin Seo, *La Corée du Sud. Une analyse historique du processus de développement*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 165.

en raison de l'arrêt des investissements après 1986 du fait de l'effondrement du prix du baril, de développer des industries de substitution, se condamnant à des importations massives qui déséquilibrent son budget à la moindre chute du prix du baril de pétrole.

## DES INSTITUTIONS POLITIQUES INCAPABLES DE CONTRÔLER LA RICHESSE PÉTROLIÈRE

Les revenus du pétrole ont favorisé l'édification d'un complexe échafaudage politique et sécuritaire, assurant la consolidation de larges coalitions et confortant les pratiques traditionnelles de prédation qui représentent pour les élites progressistes une menace à éradiquer. Ainsi que le dénonce le président Boumediène :

« Ruser pour voler l'Etat semble être devenu la règle, comme si l'Etat était un Etat étranger. Nous devons faire disparaître des mentalités l'idée archaïque du *beylik*<sup>18</sup>. »

Dans les années 1970, l'arrivée massive de revenus dans ses caisses a profondément nui au fonctionnement de l'Etat. Le problème qui se pose alors à la révolution socialiste algérienne est le suivant : comment gérer tout ensemble la redistribution des richesses, la stabilité politique, le désir d'enrichissement, les conflits et les rivalités, les luttes de clans ? Dépourvue d'institutions politiques susceptibles de sécuriser les négociations au sein des différents clans, l'Algérie s'est retrouvée très vite encadrée par la Sécurité militaire, qui a fait office de régulateur. A l'intérieur de la République, la « SM » a établi les règles du jeu par la violence, défini les acteurs légitimes et œuvré à la stabilité politique par l'intimidation et l'élimination des insoumis. En somme, elle a mis de l'ordre dans l'Etat afin de pouvoir redistribuer les revenus issus de la rente pétrolière. La préoccupation de la révolution socialiste est de remplir les « ventres creux ». Car, pour Houari Boumediène :

« Les hommes ne veulent pas aller au paradis le ventre creux, un peuple qui a faim n'a pas besoin d'écouter des versets. Je le dis avec toute la considération pour le Coran que j'ai appris à l'âge de dix ans. Les peuples qui ont faim ont besoin de pain, les peuples ignorants de savoir, les peuples malades d'hôpitaux<sup>19</sup>. »

Cette période historique, extrêmement importante dans la formation du système politique, est marquée par la rencontre inattendue entre la révolution socialiste, espérée et portée par des élites nationalistes révolutionnaires, et l'abondance financière inhérente à la nationalisation

---

<sup>18</sup> *Révolution africaine*, 28 septembre-4 octobre 1977, p. 13.

<sup>19</sup> Discours au sommet islamique de Lahore, février 1974. Voir H. Sanson, « L'Islam de Houari Boumediène », *AAN*, vol. XVII, 1978, pp. 267-277.



des hydrocarbures puis au premier choc pétrolier. Rappelons que le prix du baril passe de 2 dollars au début des années 1960 à 40 dollars à la fin des années 1970. C'est dire combien la gestion de la mise en œuvre de la révolution ne pouvait être que soumise à de très fortes rivalités. L'accès à la Sécurité militaire s'apparente à un gage non seulement de protection mais surtout d'enrichissement rapide. Les multiples projets économiques, plus ou moins réalistes, se révèlent en réalité des opérations indirectes de recyclage des revenus issus de la rente. Or si, dans les années 1970, les investissements publics sont colossaux, il n'existe aucune institution politique légitime à même d'exercer un contrôle sur ces dépenses, pas plus qu'une presse libre susceptible de rendre compte des arbitrages sous-jacents aux projets retenus. Ce système va faire de l'Algérie un cas d'école « pour l'analyse de la malédiction de la richesse, et des syndromes de l'économie de rente : accaparement de la rente par une classe d'affairistes d'Etat qui font du contrôle du pouvoir un moyen d'enrichissement personnel et de corruption systématique<sup>20</sup>... ». Et pourtant, les ambitions de Boumediene sont autres. Il aspire à faire passer l'Algérie

« [...] d'un type de société d'exploitation capitaliste fondée sur le profit égoïste, la domination des possédants et la lutte des classes, à un type de société socialiste fondée sur la justice sociale, l'égalité des chances et le respect de l'intérêt général [...] et exige que la transformation des structures s'accompagne nécessairement de la transformation des comportements et des mentalités. Cette révolution culturelle est une bataille de longue haleine<sup>21</sup>. »

A cette époque, comme aujourd'hui sous Abdelaziz Bouteflika, les dirigeants n'ont pas pour ambition de fonder des institutions politiques démocratiques mais de surfer sur la vague des bienfaits de la richesse pétrolière. Aussi les critiques sur le régime de Boumediene auront-elles peu de poids au regard des succès remportés sur le plan économique. Tout au long de la décennie 1970, le taux de croissance avoisine 7 % et le taux d'investissement brut dépasse 35 %. Le PIB (en millions de dinars courants) atteint les 80 573 DA (dinars algériens) en 1977, alors qu'il n'était que de 13 130 DA en 1963<sup>22</sup>. Cette croissance exceptionnelle fait apparaître l'Algérie comme un « dragon en Méditerranée »...

Mais, avant même de prendre la mesure de la vulnérabilité de son projet industriel, le régime de Boumediene inspire déjà des sentiments ambivalents, mélange de crainte et d'espoir. Son autoritarisme est légitime aux yeux du plus grand nombre car performant. Son usage de la rente pétrolière semble juste, puisqu'il sert une redistribution sociale et économique conséquente. De plus, à l'aura du chef charismatique, Boumediene ajoute une éthique de la justice et une condamnation de la corruption qui entretiennent la perception d'un Etat certes autoritaire mais intègre. La rente pétrolière est présentée comme une juste récompense au regard des sacrifices que le peuple a consentis pour la naissance de la nation algérienne. Dès

---

<sup>20</sup> M. Chatelus, « Nouvelles orientations de la politique pétrolière algérienne », *Maghreb-Machrek*, octobre-décembre 1999, p. 5.

<sup>21</sup> Houari Boumediene, Discours APN, 23 avril 1978, cité par M. E. Bénissad, *Economie du développement de l'Algérie*, Paris, Economica, 1979, p. 23.

<sup>22</sup> M. E. Bénissad, *Economie du développement de l'Algérie*, op. cit, p. 49.

lors, son usage ne peut se faire que dans l'« intérêt général ». Et Boumediene de mettre en garde ceux qui ne l'entendent pas de cette façon :

« Quant à ceux dont le seul souci est de gagner de l'argent, il faudrait qu'ils sachent une fois pour toutes qu'ils n'ont pas de place dans l'Etat, au parti et dans l'armée. »

Il réitérera ce message à plusieurs reprises, comme en 1976 :

« Que ceux qui ont opté pour la richesse s'éloignent et se tiennent à l'écart de la Révolution<sup>23</sup>. »

Mais est-il politiquement habile de mettre à l'écart « ceux qui s'intéressent à la richesse » ? N'est-ce pas là, au contraire, la meilleure façon de favoriser le vol ?

La mort de Boumediene annonce la « fin d'un rêve ». Derrière un Etat fort et les résultats économiques prometteurs d'une décennie exceptionnelle se cachent les failles d'une jeune nation emportée par son élan. Boumediene s'est employé à insuffler une vision de l'avenir, à imposer une obligation de réussite afin d'éloigner l'Algérie de son passé colonial. Le discours anticolonial du FLN est demeuré crédible tant qu'il pouvait mettre en pratique sa légitimité révolutionnaire : la saisie des « biens vacants », la nationalisation du secteur pétrolier, la révolution agraire, la transition vers le socialisme ont constitué autant d'événements qui ont nourri le rêve révolutionnaire. Mais, à la fin de la décennie 1970, la vacuité du discours du FLN s'impose bien au-delà des cercles critiques de l'expérience révolutionnaire. La disparition de Boumediene dévoile les échecs, les manques et les faillites d'une politique de développement dont le financement se révèle bien au-dessus des moyens de l'Algérie<sup>24</sup>.

L'illusion d'une Algérie laborieuse prend fin. Le chômage massif se maintient du fait de l'arrivée sur le marché du travail d'une population chaque année plus nombreuse et d'une croissance démographique soutenue (la population passe de 11 millions d'habitants en 1960 à 33 millions en 2005). L'échec de la révolution agraire trouve une échappatoire dans l'émigration massive de paysans vers l'ancienne puissance coloniale. La société algérienne s'enfoncé, non pas dans la quiétude d'une société juste, mais dans les affres de la rancœur et du sentiment de jalousie. Cet Etat, qui a vu le jour, selon la rhétorique officielle, grâce au million et demi de martyrs de la révolution, est devenu un instrument de richesse pour une minorité qui s'est approprié le patrimoine de la guerre d'indépendance et l'a placé dans les mains de la « famille révolutionnaire<sup>25</sup> ». La barrière factice érigée pour protéger l'Etat de ceux qui sont mus par le « souci de l'argent » se rompt face au développement d'une bureaucratie d'Etat qui institue un

---

<sup>23</sup> Houari Boumediene, discours de Constantine, 1974.

<sup>24</sup> T. Benhouria, *L'Economie de l'Algérie*, Paris, Maspéro, 1980, p. 300.

<sup>25</sup> Expression utilisée par le PRI au Mexique pour qualifier les représentants du pouvoir : « Cette famille n'est pas que métaphorique, elle est bel et bien fondée sur la parenté. Constituée par les anciens moudjahidin ou prétendus tels, elle comprend également les "enfants de *shuhadâ*", et les "enfants des moudjahidin", appelés "ayants droit". La progéniture de ces derniers commence déjà à s'organiser en "enfants des ayants droit". Les représentants du pouvoir pensent que ces descendants sont le prolongement de leurs parents et doivent être appréciés et récompensés sur cette base. » A. Moussaoui, « Algérie, la guerre rejouée », *La Pensée de midi*, n° 3, 2000, pp. 28-37.

système où la corruption se diffuse à tous les échelons administratifs. Le rêve de Boumediene a tourné au cauchemar au cours de la « décennie noire », celle de Chadli Bendjedid pour ses opposants, puis en décennie sanglante durant la guerre civile (1991-1998). La dynamique de développement créée par la rente pétrolière s'arrête brutalement. Ne restent plus que « biens vacants » usurpés, terres agricoles détournées (à la faveur de la révolution agraire), investissements publics pillés (dans le cadre de l'industrialisation). La rente pétrolière, seule source de revenus disponible, devient rapidement l'objet d'un pillage organisé et structuré, dans le cadre d'un « capitalisme d'Etat » et au profit d'une « bourgeoisie qui a investi tout l'appareil d'Etat<sup>26</sup> ». A défaut d'institutions politiques transparentes capables de gérer les transactions, c'est à la Sécurité militaire qu'il revient d'assumer la fonction de « contrôleur ». Un instrument redoutable s'est mis en place :

« Ses réseaux pénètrent les administrations, le FLN, la police, choisissent les représentants au niveau municipal et régional. Le rôle de la sécurité militaire est prépondérant dans la cooptation des élites, l'organisation des congrès, les débats publics... la peur est désormais un facteur de l'exercice du pouvoir<sup>27</sup>. »

La Sécurité militaire joue un rôle de régulateur des conflits et des rivalités, elle distribue richesses et privilèges aux alliés, recycle dans les affaires ses anciens partenaires et élimine les insoumis. Elle fait office d'organisation clandestine violente dont la finalité est d'établir la stabilité politique et de sécuriser les transactions. L'abondance financière a provoqué des stratégies collectives d'enrichissement dans un pays dépourvu d'institutions démocratiques, et donc incapable d'établir des règles du jeu formelles. La concentration du pouvoir politique et militaire au sein de groupes restreints a permis une redistribution sélective mais contrôlée de la richesse. En somme, la Sécurité militaire remplit les fonctions classiques dévolues aux mafias : sécuriser les transactions dans un marché dépourvu d'instruments de protection.

## « LA MAFIA POLITICO-FINANCIÈRE »

Les réformes économiques adoptées au milieu des années 1980 modifient les droits de propriété sur les terres agricoles, les entreprises publiques, les licences d'importation, l'accès aux devises. Jusqu'au contre-choc pétrolier de 1986, l'Etat détient le monopole de l'accès à ses ressources. Intégrer l'administration ou les appareils sécuritaires reste la voie d'enrichissement privilégiée. Tout au

---

<sup>26</sup> M. Raffinot et P. Jacquemot, *Le Capitalisme d'Etat algérien*, Paris, Maspero, 1977.

<sup>27</sup> M. Harbi, « Processus de relégitimation du pouvoir en Algérie », in M. Camau, *Changements politiques au Maghreb*, Paris, CNRS Editions, 1992, p. 134.

long de la période d'abondance financière, des « coalitions dédiées à l'exploitation de sources de revenus<sup>28</sup> » assurent au régime une stabilité qui repose donc principalement sur leur capacité à ventiler la redistribution des revenus. Mais, après 1985-1986, la modification des droits de propriété entraîne l'apparition de nouveaux acteurs qui recherchent l'accès aux ressources ainsi « libérées ». La mise sur le marché des biens publics n'est autre que le recyclage des investissements de la rente pétrolière effectués pendant deux décennies. Il s'agit de vendre ou de distribuer les biens et les services financés durant la période d'abondance. Cette transaction sur les transferts de propriété en cours, sécurisée par des groupes criminalisés, va s'opérer de façon totalement opaque. Ce phénomène est facilité par l'absence d'une justice indépendante.

A partir de la fin des années 1980, et dans un contexte international et national inquiétant pour le régime, s'amorce un processus de reconstruction de nouvelles coalitions fondées non plus sur la gestion et la redistribution de la rente, comme c'était le cas dans le cadre de la révolution nationale et socialiste, mais sur le transfert des droits de propriété des biens et des services de l'Etat vers le marché. La mise aux enchères du patrimoine foncier, immobilier, industriel de l'Etat entraîne l'émergence de nouveaux protagonistes et *de facto*, dans ce nouveau contexte concurrentiel, une flambée de violence. En effet, la nécessité de sécuriser les transactions sur les droits de propriété réalisées dans le cadre des politiques de libéralisation et de privatisation favorise l'apparition de véritables « mafias ». Celles-ci assument une fonction de régulation, supplantant en quelque sorte le rôle joué par la Sécurité militaire tout au long de la décennie 1970, et contribuent à la recomposition de nouvelles coalitions en vue de capturer non plus la rente pétrolière mais les richesses foncières, immobilières, industrielles et commerciales que la nouvelle donne économique et politique offre désormais – et qui, simultanément, font plonger la population dans une précarité et une pauvreté accrues. Le patrimoine de l'Etat, valorisé par l'économie rentière, devient un enjeu de lutte fondamentale dans la recomposition des coalitions autoritaires.

Le président Boudiaf, qui a dénoncé ce système de prédation sous le nom de « mafia politico-financière », est assassiné le 29 juin 1992. Que dénonçait-il ? Des pratiques anciennes de captation de la rente dans le cadre de la politique d'importation de produits pharmaceutiques, d'armes, des prélèvements sur les contrats pétroliers et des transferts d'argent vers des comptes à l'étranger. Or, la libéralisation économique et les programmes de privatisation amplifient ce mouvement<sup>29</sup>. Les transactions sur les droits de propriété s'opèrent dans une opacité totale. Les journalistes évitent de « parler de tout ce qui s'apparente à un détournement de deniers publics ou à la prévarication<sup>30</sup> » – et, de fait, ils ont déjà payé un lourd tribut : plus de soixante journalistes ont été assassinés entre 1993 et 1997. L'opacité est d'autant plus grande que la confusion règne entre groupes islamistes et pouvoir politique. Comme le souligne un avocat algérien :

---

<sup>28</sup> G. Favarel-Garrigues, « Violence mafieuse et pouvoir politique en Russie », in J.-L. Briquet et G. Favarel-Garrigues, *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008, p. 188.

<sup>29</sup> En 1991, suppression du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur et, en 1993, nouveau code des investissements qui « lève les contraintes à l'investissement privé, domestique ou étranger ».

<sup>30</sup> D. Hadjadj, « Violence et corruption : cas de l'Algérie », *Le Bulletin de l'APAD*, n° 25, juin 2003.

« [Dans] une situation assez particulière, certains milieux de la corruption et leurs pratiques mafieuses ont fait, depuis quelques années, jonction avec les agissements des organisations intégristes légalisées, même celles qui étaient clandestines au départ. Aujourd'hui, le terrorisme et même la subversion islamiste couvrent et protègent le développement de la corruption et de la contrebande<sup>31</sup>. »

La chercheuse Fatiha Talahite souligne de son côté qu'entre 1986 et 1988 plus de 9,7 milliards de dollars « auraient été transférés illégalement hors d'Algérie ». Ce montant aurait atteint 16,3 milliards de dollars fin 1990 – soit près de 55 % de la dette extérieure (30 milliards de dollars en 1990)<sup>32</sup>. A la fin de la guerre civile, en 1999, les avoirs des milliardaires algériens à l'étranger étaient estimés à 40 milliards de dollars<sup>33</sup>.

Au début des années 1990, les réformateurs tenteront de briser ce système. Profitant de la faillite financière consécutive à l'effondrement du prix du baril de pétrole, ils vont faire la promotion d'une réforme structurelle de l'économie algérienne. Deux écoles se disputent alors la réforme : pour certains, la crise est conjoncturelle, et il faut s'adapter en attendant la remontée du prix du pétrole ; pour d'autres, la crise est structurelle, elle révèle l'échec économique et le remède passe par la transformation en profondeur de l'économie rentière. Mais il semble difficile de toucher au secteur des hydrocarbures tant celui-ci continue à fasciner : il a permis, durant la décennie 1970, avec l'augmentation des recettes issues de la vente des hydrocarbures, de faire passer les revenus extérieurs de 0,2 milliard en 1970 à 12,5 milliards en 1980.

Pourtant, avec le maintien des recettes annuelles autour de 5 milliards de dollars entre 1986 et 1990, l'Etat ne peut plus assumer les dépenses courantes sans avoir recours à un endettement massif. Ainsi, entre 1985 et 1988, la dette totale double en volume pour atteindre 26 milliards de dollars. Son remboursement conduira l'Algérie à une menace de faillite financière au début des années 1990, le service de la dette absorbant l'essentiel des revenus issus des hydrocarbures. En 1989, un gouvernement de réformateurs se donne enfin pour objectif de « réaliser des changements institutionnels et économiques irréversibles<sup>34</sup> », avec le soutien discret du FMI. Les résistances à un tel projet sont nombreuses, tant de la part de ceux qui bénéficient de la bienfaisance de l'Etat que de ceux qui en profitent et qui se voient, dans un contexte de crise, accusés de corruption et de détournement. Soucieux de mener tout à la fois des réformes économiques et politiques, les réformateurs vont perdre le contrôle de la transition avec la victoire massive, et inattendue, du FIS (Front islamique du salut) aux élections

---

<sup>31</sup> Témoignage de M<sup>e</sup> Boutamine dans *Le Matin*, 15 octobre 1998.

<sup>32</sup> F. Talahite, « Economie administrée, corruption et engrenage de la violence en Algérie », *Revue Tiers-Monde*, n° 161, 2000, p. 9.

<sup>33</sup> *Challenges*, n° 135, avril 1999, cité par F. Talahite in « Economie administrée, corruption et engrenage de la violence en Algérie », art. cité, p. 21.

<sup>34</sup> G. Hidouci, « L'Algérie peut-elle sortir de la crise ? », *Maghreb-Machrek*, n° 149, juillet-septembre 1995, p. 27.

municipales et législatives de 1990 et 1991. La menace que les islamistes font peser sur le régime relègue la réforme aux oubliettes.

Dix ans plus tard, sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, une nouvelle coalition se forme sous l'influence des « énergéticiens », ces élites pro-occidentales qui ont pour modèle les économies rentières du Golfe. Il ne s'agit plus de réformer l'économie mais d'accroître les performances du secteur énergétique. Si l'Algérie de Bouteflika n'ambitionne pas de devenir la Malaisie, elle affiche clairement sa volonté de s'arrimer aux pays émergents. Ainsi, à la faveur du troisième choc pétrolier, la coalition libérale est parvenue à marginaliser les « socialistes arabes », représentants du « complexe militaro-industriel » influencés par le modèle de l'URSS et bénéficiant du soutien de l'institution militaire. Pour les « énergéticiens », le nationalisme pétrolier a vécu et plus personne n'ose penser désormais que le pétrole est une arme idéologique. Pour ces nouvelles élites<sup>35</sup>, la convergence des intérêts (marché énergétique) et des inquiétudes (guerre contre le terrorisme) après le 11 septembre 2001 est une opportunité historique à saisir.

Libérée du discours anti-Occidental – récupéré par Al-Qaida –, la coalition libérale se sent apte à faire basculer l'Algérie dans une économie de marché afin de rejoindre, avec retard, la catégorie des pays émergents que sont devenus le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et surtout les riches monarchies du Golfe. Le secteur des hydrocarbures, qui faisait la fierté des nationalistes dans les années 1970, ne semble plus être la réponse au développement. Le président Bouteflika déclare ainsi à la Fondation James Baker :

« Nous avons opté résolument pour la levée des monopoles et l'instauration de règles de marché qui garantissent l'équité et la transparence pour tous les opérateurs nationaux et étrangers<sup>36</sup>. »

Aussi, lorsque le projet de loi Khélil sur la « privatisation » de la Sonatrach est débattu, il soulève les protestations des anciens sur un registre émotionnel :

« Les hydrocarbures constituent le cœur et le sang de l'économie. » « La privatisation du secteur des hydrocarbures équivaldrait à remettre en d'autres mains la circulation de son propre sang dans son cœur<sup>37</sup>. »

Symbole du nationalisme pétrolier et au centre de conflits d'intérêts majeurs, la Sonatrach échappe à la logique de la privatisation : les coalitions dédiées à l'exploitation de la rente ont gagné...

---

<sup>35</sup> Sur les élites en Algérie, voir l'ouvrage de I. Werenfels, *Managing Instability in Algeria. Elites and Political Change since 1995*, Londres, Routledge, 2007.

<sup>36</sup> Cité par A. Rebah in *Sonatrach, une entreprise pas comme les autres*, Alger, Casbah, 2007, p. 227.

<sup>37</sup> M. Benachenhou, « Dix arguments contre la privatisation de la Sonatrach », *Le Jeune Indépendant*, 3 novembre 2001, et A. Belaid, *Le Jeune Indépendant*, 24 février 2000, cité par A. Rebah in *Sonatrach, une entreprise pas comme les autres*, op. cit., p. 227.

## LE MARCHÉ DE LA CORRUPTION

A défaut de parvenir à soigner l'« enkystement de type mafia<sup>38</sup> », Abdelaziz Bouteflika s'emploie à remettre de l'ordre dans les affaires. Mais sa politique de lutte contre la corruption paraît vaine tant elle s'attache à sanctionner les hommes pris en flagrant délit et non à défaire le système qui favorise, voire encourage, leurs méfaits. Au terme de dix années de présidence, le Parlement ressemble à une coquille vide, la Cour des comptes demeure paralysée, seule l'Inspection générale des finances semble encouragée à agir. C'est dire que les usages des revenus pétroliers échappent toujours à un contrôle rigoureux et transparent, pour le plus grand désespoir de la population. Lorsque les sommes dérobées sont trop importantes, le Département du renseignement et de la sécurité intervient pour réguler le marché de la corruption et faire en sorte que les acteurs s'imposent des limites acceptables. Comme la Sécurité militaire hier, c'est lui qui assure désormais le bon fonctionnement du système en attendant que les 470 magistrats achèvent leur formation dans les affaires financières...

C'est avec un malin plaisir que la presse algérienne rapporte comment des « officiers judiciaires militaires du Département du renseignement et de la sécurité<sup>39</sup> » ont mené des investigations qui sont à l'origine des plus grandes affaires de corruption de l'Algérie. Alors que la population attend avec impatience la fin du « plus grand chantier du pays », l'autoroute Est-Ouest (927 kilomètres), elle découvre à l'automne 2009 que ce chantier, dirigé en parti par le consortium chinois CITIC-CRCC « grâce aux actions de lobbying de Pierre Falcone<sup>40</sup> », est non seulement le plus cher du « continent africain » (11 milliards de dollars), mais aussi celui qui a donné lieu au « plus gros pot de vin connu de son histoire » : quelque 200 millions d'euros ! De façon prévisible, le retour de l'abondance financière s'est traduit par une augmentation de la perception de la corruption, comme l'indique la régression de l'Algérie dans la liste de Transparency International (en 2009, elle y occupe la 111<sup>e</sup> place sur 180). L'affaire de l'autoroute Est-Ouest illustre l'immense défi que doit relever l'Algérie d'Abdelaziz Bouteflika : instaurer des institutions capables d'exercer de façon transparente un contrôle sur les arbitrages au sein des ministères, en l'occurrence celui des Travaux publics dans ce cas précis. Ce scandale à peine dénoncé, voilà que la population apprend que le « joyau de la République », la Sonatrach, est l'objet d'un scandale tout aussi inquiétant. Le 13 janvier 2010, son PDG, Mohamed Meziane, est suspendu et placé sous contrôle judiciaire. Là aussi la presse souligne les soupçons de malversations dans l'octroi des marchés, en particulier avec des partenaires étrangers. Hocine Malti, ancien vice-président de la Sonatrach, propose dans « une lettre ouverte aux enquêteurs

---

<sup>38</sup> M. Bennoune et A. El Kenz, *Le Hasard et l'Histoire. Entretien avec Belaïd Abdesselam*, Alger, Enag, 1990.

<sup>39</sup> *Liberté*, 24 avril 2010.

<sup>40</sup> *Le Quotidien d'Algérie*, 26 avril 2010.

du DRS<sup>41</sup> » d'aller plus loin, de voir du côté des « très hautes personnalités politiques et militaires » et de ne pas s'arrêter aux technocrates. Il encourage le DRS à jeter un coup d'œil dans la gestion du projet gazier de Gassi Touil et dans celui d'El Merk. Face à l'inflation d'affaires présumées de corruption dans le secteur des hydrocarbures, le 28 mai, Chakib Khelil, ministre de l'Énergie et des Mines depuis 1999, est contraint de démissionner ; il est remplacé par Youcef Yousfi. Après les travaux publics et les hydrocarbures, c'est au tout du port d'Alger de défrayer la chronique avec l'arrestation des principaux dirigeants de l'EPAL (Entreprise portuaire d'Alger). Pour la population, la surprise n'en est pas une. Comme le souligne le journal *El Watan* :

« Une carrière dans les douanes, même brève, fait rêver de nombreux Algériens tentés par l'ascenseur social [...] la peur, la crainte des représailles, le bras long de "la mafia politico-financière" étouffent toute velléité de porter sur la place publique des faits liés à la corruption<sup>42</sup>. »

La lecture de ces événements est ambivalente. Pour certains, toutes ces affaires et leurs corollaires (mise en détention, arrestation et démission) ne sont pas le produit de l'instauration d'un Etat de droit en gestation mais du démantèlement progressif des pouvoirs du Président. Pour la plupart, ce sont ses proches qui sont visés et touchés. Malade, affaibli, vulnérable, Abdelaziz Bouteflika serait la victime d'un retour des « barons du système », l'armée et ses services, qui n'auraient accepté qu'à contrecœur sa domination. Dans une période d'incertitude, en particulier en raison de sa santé, l'omniprésence de son frère Said, la nomination de Yazid Zerhouni, ministre de l'Intérieur et proche du Président, au poste de premier vice-Premier ministre, ne manquent pas d'alimenter les hypothèses sur l'après-Bouteflika. Pour d'autres, toutes ces affaires ne sont que le résultat mécanique de la fin d'un règne : « la république des *walis* du Président<sup>43</sup> » s'achève, aussi est-il urgent de maximiser les profits par tous les moyens avant que n'arrive la nouvelle équipe, celle qui s'appropriera le pactole inhérent à la gestion opaque des revenus issus du troisième choc pétrolier.

En fait, sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, le régime algérien a profondément changé. Séduit par la Tunisie de Ben Ali, A. Bouteflika a renforcé la police : ses effectifs atteignent désormais les 200 000 et, au cours de la décennie, le ministère de l'Intérieur a consenti des investissements considérables en vue de sa modernisation. Peut-on dire, comme l'affirment certains, que l'assassinat d'Ali Tounsi, directeur de la DGSN (Direction générale de la sûreté nationale), le 25 février 2010, symbolise la ligne à haute tension entre deux visions de l'Algérie : celle d'hier, avec son armée et ses services tout-puissants, et celle d'aujourd'hui, voire de demain, qui a comme siège du pouvoir (car disposant de l'information sur les affaires de corruption) le ministère de l'Intérieur ? En somme, l'Algérie de Bouteflika aurait-elle mené sa révolution sécuritaire à l'insu de tous ? Toutes ces affaires, qui impliquent les proches du Président, sont-elles des échanges de bons procédés entre ennemis complémentaires soucieux

---

<sup>41</sup> *El Watan*, 31 janvier 2010.

<sup>42</sup> *El Watan*, 28 octobre 2009.

<sup>43</sup> Les *walis* sous Bouteflika, après la dissolution des communes, ont tous les pouvoirs.



de définir la ligne rouge à ne pas dépasser ? S'il est difficile de faire une lecture politique de ces affaires, il paraît clair qu'au cours de la décennie 2000 la coalition libérale formée autour du Président, dont Chakib Khelil était un représentant, est parvenue à élargir son périmètre d'action. Mais voilà qu'après une période de libéralisation de son économie des menaces de renationalisation viennent alourdir un climat des affaires déjà fortement perturbé. L'Algérie semble vouloir mettre un terme à son « expérience libérale<sup>44</sup> ». A l'instar de l'éphémère période des réformateurs (1989-1991), elle craint que la coalition dédiée à l'exploitation de la rente n'implose à nouveau et ne replonge le pays dans la violence.

## LE RETOUR DU NATIONALISME ÉCONOMIQUE

Doté de réserves de change, le gouvernement a instauré depuis 2008 une politique de rachat des filiales d'entreprises étrangères. Outre que cette politique satisfait une opinion avide de dénoncer le pillage de l'Algérie par les étrangers, le gouvernement n'hésite pas à exprimer sa déception face aux entreprises étrangères qui n'apportent pas au pays les résultats escomptés en termes de transferts de savoirs et de développement. La crise avec Orascom, grand groupe égyptien, illustre à ses yeux les dérives de la libéralisation : la revente de deux cimenteries au groupe Lafarge par Orascom (qui a empoché au passage une plus-value de 2 milliards de dollars) sans que le gouvernement algérien n'en soit informé a provoqué une réaction immédiate. Le pays impose dorénavant aux sociétés étrangères un droit de regard sur les cessions d'actifs ; il a durci la législation sur les conditions d'investissement étranger et sur les transferts des capitaux<sup>45</sup>. Plus généralement, et à travers un fonds d'investissement public doté de 1,5 milliard de dollars, il ambitionne de récupérer certaines filiales d'entreprises étrangères. La bataille pour forcer Orascom à lui vendre Djezzy (sa filiale algérienne), premier opérateur de téléphone mobile avec 14 millions d'abonnés, est suivie de près par toutes les filiales étrangères... Sa violente rivalité avec l'Égypte lors de la qualification au Mondial de football a fourni à l'Algérie une belle occasion de dénigrer un peu plus le groupe égyptien Orascom. Cette confrontation montre, au-delà de la rivalité algéro-égyptienne ou de la déception à l'égard du comportement des sociétés étrangères, que l'Algérie de Bouteflika se replie sur elle-même, persuadée à nouveau qu'elle ne trouvera ni dans l'Union européenne ni dans ses voisins du Sud ses partenaires économiques.

---

<sup>44</sup> « End of the liberal experiment », *MEED*, 4-10 juin 2010.

<sup>45</sup> Un groupe étranger ne peut détenir plus de 49 % du capital de tout projet ; il est obligé de s'associer à des investisseurs nationaux.

Et pourtant, l'une des voies possibles pour un développement durable en Algérie passe par l'augmentation des échanges commerciaux avec les pays du « Sud ». En juin 2005, Rodrigo de Rato, directeur général du Fonds monétaire international, établissait un constat critique sur la région :

« Une intégration économique régionale plus poussée présenterait des avantages importants. Elle créerait un marché régional [...] elle entraînerait des gains d'efficacité et rendrait la région plus attrayante pour les investisseurs étrangers. Et, surtout, les structures économiques complémentaires des pays du Maghreb créeraient des possibilités d'échanges qui bénéficieraient à tous les pays de la région<sup>46</sup>. »

Pour Mohamed Boussetta, c'est dans le démantèlement tarifaire que réside l'une des solutions de la dynamisation du commerce intrarégional :

« La suppression de 50 % ou de 100 % des droits de taxes applicables aux importations agricoles en provenance du Maroc et de la Tunisie entraînerait une progression des échanges avec ces deux pays de respectivement 20,9 % et de 47,9 % ; en matière d'échanges industriels, il se traduirait par une expansion de ces échanges de 34,4 % et 84,9 % respectivement<sup>47</sup>. »

Le coût de cette faible intégration est évalué à « la privation de 2 à 3 % du PIB annuel des pays maghrébins ». Un constat qui ne manque pas de soulever des questions sur les raisons de ce manque<sup>48</sup>. En effet, leur situation économique ne permet pas aux pays d'Afrique du Nord de se payer le luxe d'un tel gâchis économique. Ce « bénéficie pour tous » a été jusqu'à présent refusé. Lors du Forum pour le développement en Afrique du Nord tenu les 19-20 février 2007, le texte introductif s'intitulait « Le commerce : pour une croissance créatrice d'emploi ». Il y était précisé que « l'augmentation et la stabilisation des taux de croissance n'a pas eu d'impact significatif sur la réduction du chômage et de la pauvreté... alors que des études montrent qu'avec des mesures simples mais soigneusement conçues, le commerce intrarégional peut être multiplié par un facteur de 5 à 10 ». L'ambition du Forum était, entre autres, de « rechercher des solutions aux problèmes qui empêchent le développement du commerce dans la région<sup>49</sup> ». Les économies rentières de l'Algérie et de la Libye constitueraient-elles un obstacle à l'intégration régionale ? En somme, est-ce l'assurance de bénéficier du marché européen qui les libère de la contrainte politique d'œuvrer à une intégration régionale ?

---

<sup>46</sup> R. de Rato, « Intégration économique au Maghreb : sur le chemin de la prospérité », *L'Economiste* (Maroc), 15 juin 2005.

<sup>47</sup> M. Boussetta, *Femise*, 13-21 août 2004, p. 95.

<sup>48</sup> La stratégie maghrébine de développement est fondée sur le « programme de Ras Lanouf », adopté en Libye en 1991. Elle articule les trois étapes définissant les modalités de l'intégration régionale : l'instauration d'une zone de libre-échange ; une union douanière et un marché commun. P. Botha et F. Aggad, « The Arab Maghreb Union as a regional economic and political grouping : a case study », *Politics*, n° 42, 2004, pp. 33-47.

<sup>49</sup> Forum pour le développement en Afrique du Nord : <http://.northafricaforum.org/memo.html>

Aujourd'hui, avec la Politique européenne de voisinage (PEV), l'Algérie est débarrassée du fardeau de l'intégration régionale ; le Maroc et la Tunisie, bien qu'intéressés par celle-ci, car elle leur permettrait d'accroître leurs exportations, nouent des liens tous azimuts afin de compenser l'absence d'un marché régional (zone de libre échange Maroc-Etats-Unis en 2006, Maroc-Turquie en 2006, traité d'Agadir en 2004). Le coût du « non-Maghreb » exaspère les entreprises de la région, pour qui la stratégie des Etats entre en contradiction avec les besoins des sociétés. Le 17 février 2007, les « patrons des patrons » du Maghreb se réunissaient à Marrakech et annonçaient la naissance de l'Union maghrébine des employeurs. La date retenue n'était pas fortuite : c'est le 17 février 1989 qu'avait été créée l'UMA (Union du Maghreb arabe). Projet politique alors, l'UMA est devenue un enjeu vital pour les entreprises. Comme le souligne Hammad Kassal, vice-président de la Confédération générale des entrepreneurs marocains et l'un des fondateurs de l'Union maghrébine des employeurs :

« C'est l'économie qui va briser le mur politique qui existe aujourd'hui. Nous voulons faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils puissent eux-mêmes améliorer leurs relations<sup>50</sup>. »

En augmentant sa demande énergétique, l'Union européenne accentue l'emprise du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne. Or, celui-ci est quasiment hégémonique : les exportations d'hydrocarbures assurent déjà 98 % des revenus extérieurs. Si l'économie rentière paralyse le développement de l'Algérie, la politique européenne ne favorise pas le projet d'une intégration régionale au Maghreb, pourtant seule solution durable d'une croissance hors hydrocarbures et d'un développement économique diversifié.

## **L'IMPASSE AUTORITAIRE DE LA PRÉSIDENTE D'ABDELAZIZ BOUTEFLIKA**

Pour sortir l'Algérie d'une longue période de pauvreté, de violence et de précarité, Abdelaziz Bouteflika, à l'instar de Vladimir Poutine en Russie, a choisi de mettre en scène une politique de restauration de l'ordre et de la grandeur passée. Si, dans un premier temps, celle-ci a répondu aux attentes de la population, elle a très vite montré ses limites, en particulier en matière d'amélioration des conditions de vie. Mais, grâce à la hausse vertigineuse du prix du pétrole entre 2002 et 2008, le gouvernement dispose en 2010 d'un fonds de 150 milliards de dollars de réserves de change. En 2007, les recettes des exportations ont atteint 56 milliards de dollars et, en 2008, le montant record de 81 milliards de dollars. Jamais, depuis le début de sa jeune histoire, l'Etat n'a eu autant de ressources financières. Le troisième choc pétrolier a permis

---

<sup>50</sup> *Le Figaro*, 16 février 2007.

de rembourser rapidement la dette<sup>51</sup>, de relancer les grands chantiers dans les infrastructures civiles et, surtout, de refonder un semblant de cohésion nationale mise à mal par les années de guerre interne. Dans un contexte de croissance économique et d'abondance financière retrouvée (le PIB par habitant est passé de 1 600 dollars par an en 1999 à 4 593 dollars en 2010, sans compter une réduction massive du chômage, qui est tombé de 30 % à 13 %<sup>52</sup>), la présidence d'Abdelaziz Bouteflika apparaît désormais synonyme de prospérité et d'une confiance regagnée à la faveur du retour de la bienfaisance de l'Etat. Alors que, durant la décennie 1990, les Algériens s'étaient violemment opposés sur l'identité de l'Etat et son devenir, ils sont aujourd'hui conviés, dans le cadre de la politique de réconciliation nationale, à retrouver le chemin de la paix civile afin de mettre un terme à la « tragédie », comme l'exprimait le Président au début de la décennie 2000 :

« Vous savez, je ne pense pas être félicité pour faire un miracle. J'essaye d'intervenir avec un minimum de bon sens pour examiner une tragédie qui va bientôt avoir huit ans. Mon sentiment personnel est qu'il faut bien que les choses cessent. Ce n'est pas parce que nous aurons 200 000 morts ou 300 000 morts et trois millions de victimes du terrorisme que la vie sera meilleure. Il faut donc, à un moment ou à un autre, arrêter les frais. J'essaye de trouver une petite voie difficile à travers beaucoup d'écueils<sup>53</sup>. »

Avec « bon sens », la présidence a organisé la mise en œuvre d'une réconciliation nationale fondée non pas sur le souci de rendre justice aux victimes ni sur celui de dire la vérité, mais sur la nécessité de tourner la page, d'oublier la tragédie. Cette politique de réconciliation nationale s'est articulée autour de la réintégration des milliers de combattants issus des maquis islamistes, de la démilitarisation des milices, de l'indemnisation des familles de victimes et de l'amnistie pour les défenseurs de l'Etat. La question des disparus<sup>54</sup> illustre les difficultés d'une politique de réconciliation nationale qui s'adresse tout d'abord aux vivants (combattants islamistes, défenseurs de l'Etat accusés de violation des droits humains). Les disparus n'y ont pas de place ; de plus, ils rappellent les méthodes expéditives et peu respectueuses des droits humains employées par le régime. Bien que ce dernier ait tenté de démontrer que l'armée et ses services avaient mené une « guerre propre », la question des disparus soulève et maintient le débat sur la méthode et le coût politique et humain de la victoire contre le FIS et les groupes armés. Aussi, pour mettre un terme à ce problème, Farouk Ksentini, président de la Commission consultative

---

<sup>51</sup> La dette extérieure de l'Algérie s'élevait en 1998 à 30,47 milliards de dollars ; elle représentait 63,2 % du PIB. En 2008, après remboursement anticipée, elle s'élevait à 4 milliards de dollars et ne représentait plus que 2,39 % du PIB. Voir *Economist Intelligence Unit*, « Algeria Country Forecast », 1<sup>er</sup> juillet 2008.

<sup>52</sup> Political Risk Services, *Algeria Databank*, 1<sup>er</sup> décembre 2008, p. 6.

<sup>53</sup> Entretien accordé à la chaîne de radio RFI, 17 juillet 1999.

<sup>54</sup> La Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) affirme avoir reçu 4 753 dossiers de familles de disparus. La LIDH estime à 10 000 le nombre réel des disparus.

de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), a proposé dans un entretien d'indemniser les familles de disparus à hauteur de « 100 millions de centimes, plus un acte de décès, pour clore le dossier des disparus<sup>55</sup> » !

L'Etat algérien a résisté à la guerre civile et n'a pas sombré. Ses administrations civiles ont, tant bien que mal, continué à fonctionner et ses appareils sécuritaires ont conservé la cohésion nécessaire à la lutte contre la guérilla. Force est de constater néanmoins que la guerre civile a occasionné des drames qui se sont traduits par une profonde transformation des comportements individuels. La société algérienne en sort traumatisée. Elle a payé le prix fort de l'effondrement de la communauté nationale. La fin du monopole de sa définition par l'Etat-FLN a tracé la voie à un questionnement sur l'histoire et l'identité algériennes. Dans la violence, la société a redécouvert sa pluralité politique. La démarche d'Abdelaziz Bouteflika ouvre sur le plan symbolique de nouvelles perspectives en Algérie. Dans ses nombreux discours, le Président n'hésite pas à préciser que la légitimité révolutionnaire du régime a fait faillite et que l'Etat doit désormais reposer sur d'autres fondements que ceux de la guerre de décolonisation : ses appels à la réconciliation s'adressent tout autant aux islamistes qu'aux pieds-noirs et aux juifs. Pour la première fois depuis l'indépendance, un chef d'Etat s'efforce de redéfinir la composante identitaire de l'Etat, jusque-là fondée sur le triptyque Islam, Arabe et Nation. Bien évidemment, une telle démarche a séduit la communauté internationale et en particulier la France, soucieuse de voir l'Algérie se réconcilier avec elle-même. Pourtant, cette approche a vite montré ses limites tant au niveau politique qu'économique.

## LE RÉVEIL DU SENTIMENT D'INJUSTICE

Le troisième choc pétrolier a réveillé le sentiment d'injustice<sup>56</sup>, celui-là même qui avait nourri le discours du FIS et assuré son succès dans les années 1990. Entre-temps, la violence de la guerre civile a entraîné un repli sur soi et un dégoût de la politique. Résigné car vaincu, le « petit peuple » semblait accepter son sort. Avec le retour de la richesse pétrolière, voilà que se pose à nouveau la question de la redistribution. Aussi ce retour de l'abondance financière suscite-t-il des attentes divergentes et provoque-t-il la même inquiétude, fondée sur la conviction que cette richesse inattendue ne profitera pas à la population. Comme le dit un chômeur trentenaire :

« Quant le pétrole était à neuf dollars, on n'a pas profité, nous les chômeurs, on nous disait que c'était la crise à l'époque, alors à plus de 100 dollars le baril, c'est la même chose. A l'époque, c'était

---

<sup>55</sup> *Echourouk El Yaoumi*, 3 novembre 2001.

<sup>56</sup> Merci à Kamel Cheklat pour la collecte de quelques données sur ce thème.

mieux qu'aujourd'hui ! La plupart des jeunes ne travaillent pas, ils n'ont pas de couverture sociale, même les diplômés ne travaillent pas. Vous trouvez cela normal ? » (Alger, 2009).

Ce retour de la richesse pétrolière s'est inscrit dans un contexte de profond désenchantement et pessimisme. A la différence du premier choc pétrolier, qui avait nourri un nationalisme pétrolier farouche, le troisième choc n'a suscité aucun enthousiasme de la population – car, entre les deux, elle avait pu constater que la richesse pétrolière était vaine si aucune autorité démocratique n'exerçait un contrôle sur son usage.

Les changements opérés au cours de la décennie 2000 ont ouvert un questionnement sur les usages de la rente pétrolière. Ainsi, quarante ans après le slogan des mouvements nationalistes arabes « Le pétrole arabe aux Arabes », les populations locales, les Mzabites, revendiquent un juste retour de la richesse des régions pétrolifères aux hommes qui les habitent. Ces revendications nouvelles pour l'Algérie posent la question du contrôle démocratique de la rente pétrolière. En 2004, le prix administré de gaz butane augmentait en Algérie, passant de 170 à 300 DA. En janvier 2005, en plein hiver, des émeutes que la presse qualifiera d'« émeutes du gaz » éclataient dans la wilaya de Djelfa et gagnaient le centre et l'ouest de l'Algérie. Depuis cette date, le sud de l'Algérie est l'objet de soulèvements réguliers portés par un sentiment d'injustice : au nom de quoi la principale source de revenus extérieurs, en l'occurrence les hydrocarbures, serait-elle contrôlée, gérée et distribuée par des élites « étrangères » (en fait d'Alger) aux régions pétrolifères ? Pour la première fois, la population exprime son droit au contrôle de la principale ressource de l'Algérie et réclame des comptes au gouvernement sur les choix de ses dépenses. Pourquoi la région algérienne la plus riche en ressource énergétique n'est-elle pas mieux dotée en infrastructures civiles ? De façon inquiétante, la réponse des émeutiers invoque leur identité berbérophone. En mai 2008, dans la vallée du Mzab, la ville de Berriane est ainsi devenue le symbole de l'affrontement entre « Arabes » et « Berbères ». Dans les rues de la ville s'opposent des individus convaincus que le montant de la redistribution de la richesse pétrolière dépend de l'appartenance ethnique ou raciale. Après la contestation et la violence des islamistes viendrait le temps de la revanche des terroirs, de la Kabylie au Mzab. En 2006, selon une étude commandée à l'Agence nationale de l'aménagement du territoire (Anat) par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité nationale, plus de 177 communes (sur les 1 200 que compte l'Algérie) sont considérées comme défavorisées ; elles se situent pour 11 % dans les régions du Nord, 53 % dans les Hauts Plateaux et 36 % dans la région du Sud. Dans ces territoires, le revenu des ménages varie entre 5 000 et 10 000 DA/mois (soit entre 50 et 100 euros).

Dans les représentations populaires, l'Algérie de Bouteflika profite d'abord « aux gens de l'Ouest », terre d'origine du Président, et un « peu à ceux du Sud », principale région pétrolière de l'Algérie. La richesse pétrolière est d'abord pour eux. Ainsi, le troisième choc pétrolier a renouvelé la problématique du régionalisme : si le premier choc a fait la fortune des notables de l'Est, le troisième fait le bonheur des « gens de l'Ouest » ! Dans cette perspective, la richesse pétrolière échappe à nouveau à tout contrôle et apparaît comme l'exclusivité du Président, qui, à sa guise, décide des orientations. Pour cet ancien boumediéniste :

« Le Parlement actuel ne pèse pas dans les débats qui concernent la nation. C'est pire qu'à l'époque du parti unique, c'est des gens qui n'ont aucun poids. Tout est fait par décret présidentiel, ça c'est un vrai problème » (Alger, 2009).

Et pourquoi le Parlement ne fait-il pas son travail ? Les réponses fusent. Les députés, bien qu'en principe redevables envers leurs électeurs, ne sont en réalité que des clients d'un patron qui les rémunère grassement :

« La modification de la Constitution a profité aux députés et aux sénateurs<sup>57</sup>. Leur salaire a été multiplié par trois, il atteint les 300 000 DA (3 000 euros), alors que le SMIC est à 15 000 euros (150 euros). Ces groupes ont bénéficié de la rente du pétrole d'une manière détournée ! » (Alger, 2009).

Le sentiment d'une double dépossession domine : la richesse pétrolière serait détournée à la fois par la « mafia locale » et par les « étrangers ». Ainsi que l'affirme ce militant du Hamas-MSP :

« Il faut une gestion transparente, des dirigeants algériens et non pas des étrangers pour gérer notre pétrole, des responsables honnêtes, des vrais Algériens pas des vendus. Il faut revoir les contrôles, les pourcentages avec les compagnies étrangères qui lèsent la partie algérienne. Il faut des députés honnêtes pour connaître ce qui se passe à la Sonatrach, connaître ses comptes et sa comptabilité » (Alger, 2009).

L'unique entreprise algérienne qui réalise des profits et assure 97 % des revenus extérieurs a perdu de sa superbe auprès de la population. Comme le FLN puis l'armée, au cours de la décennie 1980, la Sonatrach est devenue l'incarnation d'un Etat qui revulse. Le risque est grand de voir, dans un avenir proche, les exclus de la richesse pétrolière s'en prendre avec violence aux symboles de la compagnie pétrolière nationale. En 1988, les émeutiers avaient saccagé ceux du FLN à Alger ; au cours de la décennie 1980, les islamistes ont jeté leur dévolu sur l'armée ; il est à craindre que la génération post-Bouteflika s'en prenne, à l'instar des populations du Delta au Nigeria, aux infrastructures pétrolières<sup>58</sup>.

Car, pour beaucoup, l'incompréhension règne. Pourquoi cette richesse pétrolière ne fait-elle pas le bonheur du pays ? Pourquoi ne parvient-elle pas à améliorer la vie quotidienne ?

« Les Marocains et les Tunisiens n'ont pas de pétrole et s'en sortent mieux que nous. Ils vivent mieux que nous sans pétrole et le coût de la vie est acceptable chez eux. Chez nous, on ne donne qu'aux étrangers... Un grand projet de minerai de fer est géré entièrement par des Chinois ! » (Alger, 2009).

Des voisins qui vivent mieux et des étrangers qui pillent les ressources. Pour beaucoup, l'explication tient en un mot : corruption. C'est le fléau de l'Algérie. Pourquoi travailler pour un salaire de misère lorsque des sommes colossales sont détournées ? La motivation n'y est plus :

---

<sup>57</sup> Ordonnance du 1<sup>er</sup> septembre 2008. Pour le journal *Le Quotidien d'Oran* : « C'est clair, qu'au regard du peu de travail effectué par les députés, cela est très cher payé et que la députation restera une sinécure qui attirera toujours les candidatures. D'autant plus que le fonctionnement du système fonctionne sur une mise en vacance politique du Parlement depuis que les députés ne peuvent plus – comme le veut la loi organique de 1999 – débattre du programme du gouvernement, le critiquer et éventuellement le censurer » (17 septembre 2008).

<sup>58</sup> A. Oyefusi, « Oil and probability of rebel participating among youths in the Niger delta of Nigeria », *Journal of Peace Research*, vol. 45, n° 4, 2008, pp. 539-555.

« A la Sonatrach, il faut être comme eux, il faut voler comme eux, corrompre comme eux. Des milliards de dollars ont alimenté les circuits de la corruption au lieu de résoudre les problèmes économiques. Les jeunes refusent de travailler pour un salaire de misère, ils cherchent à voler. Le banditisme se développe, c'est à cause de l'injustice sociale » (Alger, chômeur, 2009).

En effet, la criminalité a pris son envol. Ainsi, la Kabylie, considérée comme un « havre de paix » sous la guerre civile, est devenue emblématique du phénomène : 4 118 affaires traitées y sont liées à la criminalité (attaque à main armée, braquage de banque et, pour la seule année 2007, 87 cas de kidnapping). Ce phénomène s'explique certes par le retrait de la gendarmerie, en 2002, à la suite de la crise née de la mort d'un jeune lycéen dans un commissariat. Mais il est aussi assumé comme un choix rationnel par certains jeunes : la criminalité est valorisée pour les ressources matérielles et symboliques qu'elle procure. La Kabylie ne fait pas exception, car, dans une Algérie confrontée à l'« effet richesse » qu'assurent les revenus issus de la vente du pétrole, le développement économique n'est pas à l'ordre du jour. Le basculement dans la pauvreté relative d'une partie de la population favorise la consolidation de la criminalité. Celle-ci devient un moyen de vivre.

La litanie des affaires de corruption dans la presse accroît le sentiment d'injustice et la volonté d'exiger un droit de contrôle sur cette richesse pétrolière :

« La richesse pétrolière n'est pas une propriété privée. Tout Algérien a droit à sa propre part du pétrole. Cette richesse doit bénéficier à la collectivité, il faut de la transparence dans les comptes, les revenus. Si vous gagnez 10 milliards de dollars, il faut expliquer comment on les dépense » (Alger, 2009).

Devant leur poste de télévision, beaucoup écoutent avec fierté l'énumération sans fin des contrats signés en Algérie avec des compagnies internationales (pétrolières, minières, gazières, etc.). Le pays est à nouveau attractif, il est riche et « on ne devrait jamais connaître la pauvreté », affirme-t-on à Alger en 2009. Mais il est, pour les exclus de la richesse pétrolière, « dans de mauvaises mains ». Un jeune chômeur raconte :

« Quant j'étais au lycée, l'enseignant m'avait dit en cours : "s'ils ont déclaré 20 milliards de dollars de recettes, c'est qu'ils ont certainement avalé un zéro"... » (Alger, 2009).

Avec dérision, frustration et amertume, chacun commente à sa manière le drame de son pays. Quelques-uns osent à peine poser la question à voix haute : et si le pétrole était, après la colonisation française, le plus grand malheur de l'Algérie ?

La richesse pétrolière ne fait plus illusion aux yeux d'une population qui a expérimenté sa dimension éphémère. Entre 1986 et 2001, le contrechoc pétrolier l'a plongée, en plus d'une guerre civile, dans la pauvreté et la précarité. Certes, dans la durée, l'économie rentière a contribué à l'amélioration des conditions de vie en général. Les investissements dans les infrastructures sanitaires et scolaires ont fait grimper l'espérance de vie de 47 ans, en 1960, à 74 ans en 2005. Si la richesse pétrolière a favorisé des investissements publics considérables, sa très mauvaise gestion a eu, en revanche, peu d'incidences sur la qualité de la vie et le bien-être de la population. Sans le troisième choc pétrolier, l'Algérie connaîtrait des difficultés



économiques et sociales considérables. En 1998, le taux de chômage s'élevait à 25 % ; en 1995, le PIB par habitant était de 1 496 dollars. Entre 1989 et 2003, le salaire moyen a baissé de 20 %, « engendrant un sentiment d'appauvrissement qui ne s'est pas dissipé quand la situation économique s'est améliorée et que des augmentations de salaires ont été effectuées<sup>59</sup> ». Traumatisée par l'effondrement du prix du baril de pétrole en 1986, la population algérienne a gardé de cette période la conviction que la richesse pétrolière est aléatoire : dans les années 1990, 25 % de la population était considérée comme pauvre ; 4 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec 1 dollar par jour, et 22 % était privées d'un accès à un point d'eau potable. Épuisée par la guerre civile, la population n'a ni la force ni l'énergie de se révolter.

## EVANGÉLISATION ET SALAFISME : DES FORMES DIVERSES DE LA CONTESTATION

Le décès du lycéen Massinissa Guermah, le 18 avril 2001, dans les locaux de la brigade de gendarmerie de Béni-Douala est à l'origine d'émeutes et de la mort d'une centaine de personnes en Kabylie. L'ampleur de la répression va générer un mouvement de contestation qui déborde la Kabylie pour atteindre les petites villes du massif des Babord. La gendarmerie et le gouvernement sont conspués par des groupes de manifestants constitués de jeunes chômeurs, de cadres, etc., qui, à l'instar des jeunes sympathisants du FIS au début de la décennie 1990, crient leur haine du mépris (la *hogra*) qu'affichent les forces de sécurité à leur égard. Pour le régime, les événements de Kabylie marquent l'ouverture d'un « second front », après la guerre contre les islamistes<sup>60</sup>. Comme le souligne la commission d'enquête sur cet événement dans un rapport de décembre 2001, « les troubles continuent, parfois s'étendent, et rien ne laisse prévoir l'apaisement dans un délai raisonnable. » Quelques années plus tard, la Kabylie suscite à nouveau l'inquiétude du gouvernement : des rumeurs de conversion au christianisme alimentent la peur d'une sortie de l'islam...

« Il y a quelque temps, les médias ont attiré l'attention sur un phénomène considéré comme "nouveau" en Algérie : les conversions de plus en plus nombreuses au christianisme. On a parlé du "retour en grâce" des Eglises protestante et catholique en Kabylie, phénomène intrigant voire irritant pour les autorités en place<sup>61</sup>. »

---

<sup>59</sup> Rapport national sur le développement humain, 2006, p. 32.

<sup>60</sup> A. Mahé, *Histoire de la Grande Kabylie, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Editions Bouchène, 2001, p. 506.

<sup>61</sup> J.-F. Petit, *Quand les Kabyles redécouvrent Augustin*, Paris, Augustin de l'Assomption : <http://www.assomption.org>

En effet, depuis 2004, la presse locale se fait l'écho d'un phénomène nouveau : l'évangélisation de la Kabylie. Bien qu'il soit difficile de mesurer et d'évaluer l'ampleur d'un tel événement, il est en revanche intéressant d'analyser les réactions politiques qu'il suscite, tant elles sont riches d'enseignement sur les tensions qui parcourent la société algérienne et sur les inquiétudes qui hantent le régime. L'affaire de la conversion des « Kabyles au christianisme » s'inscrit dans un contexte post-traumatique pour le régime et la société. Elle est d'autant plus surprenante que le paysage religieux de l'Algérie n'a cessé de se restreindre au cours de son histoire contemporaine : l'islam est désormais la religion de 99 % de la population ! Le compte rendu, dans le journal *El Watan*<sup>62</sup>, d'un colloque organisé à l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine apparaît comme le commencement de « l'affaire ». Son auteur y résume les propos tenus par les uns et les autres sur ce phénomène, perçu ici sous l'angle de la théorie du complot : l'Algérie serait la cible d'une campagne engagée en Kabylie mais qui viserait « tout le pays ».

« La réalité est que, officielles ou pas, visibles ou pas, les Eglises en Kabylie sont nombreuses. Il s'en crée à une vitesse fulgurante aux quatre coins de la région [...]. Si le phénomène de l'évangélisation en Kabylie n'est pas nouveau, son ampleur grandissante, son idéologie évidente, ses objectifs inavoués et son instrumentalisation par des forces nationales et internationales vont engendrer des crises supplémentaires dans une Kabylie et une Algérie déjà saturées de crises en tout genre. »

Après le colonialisme et le wahhabisme, l'Algérie serait donc victime des évangélistes :

« L'évangélisation en Kabylie n'est pas spontanée, aujourd'hui, comme hier. Elle est le résultat d'un prosélytisme organisé et financé par une stratégie mondiale d'évangélisation des peuples musulmans. »

Enfin, l'enquête se conclut par un appel aux pouvoirs publics :

« Il est désolant de constater que le pouvoir ose à peine murmurer une critique face à la nouvelle politique coloniale américaine ! »

La réaction du gouvernement ne se fait pas attendre. Le 20 mars 2006, le Parlement adopte l'ordonnance 06-03 qui fixe « les conditions et règles d'exercice des cultes autres que musulman » et rappelle que l'État garantit la tolérance et le respect entre les différentes religions – mais pour aussitôt énumérer les conditions nouvelles d'exercice du culte :

- Article 5. L'affectation d'un édifice à l'exercice du culte est soumise à l'avis préalable de la commission nationale ; est interdite toute activité dans les lieux destinés à l'exercice du culte contraire à leur nature.
- Article 7. L'exercice collectif du culte a lieu exclusivement dans les édifices destinés à cet effet, ouverts au public et identifiables de l'extérieur.

---

<sup>62</sup> S. Lounès, « Evangélisation en Kabylie », *El Watan*, 26 juillet 2004.

- Article 8. Les manifestations religieuses ont lieu dans les édifices, elles sont publiques et soumises à une déclaration préalable.
- Article 9. Il est créé, auprès du ministère chargé des affaires religieuses et des *wakfs*, une commission nationale des cultes.

Les conditions de l'exercice du culte sont soumises à un dispositif pénal qui n'a pas manqué de soulever un tollé. En effet, selon les dispositions de l'article 10 :

« est puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 250 000 DA à 500 000 DA quiconque, par discours prononcé ou écrit affiché ou distribué dans les édifices où s'exerce le culte ou qui utilise tout autre moyen audiovisuel, contenant une provocation à résister à l'exécution des lois ou aux décisions de l'autorité publique... »

L'article 11 stipule de son côté qu'est passible d'emprisonnement de deux à cinq ans quiconque :

« incite, contraint ou utilise des moyens de séduction tendant à convertir un musulman à une autre religion, ou en utilisant à cette fin des établissements d'enseignement, d'éducation, de santé, à caractère social ou culturel, ou institutions de formation, ou tout autre établissement, ou tout autre moyen ; fabrique, entrepose, ou distribue des documents imprimés ou métrages audiovisuels ou par tout autre support ou moyen qui visent à ébranler la foi d'un musulman. »

Comment comprendre cette réaction législative ? Comment expliquer cette volonté d'édifier un arsenal juridique régissant l'exercice du culte pour les non-musulmans ? Pour le ministre des Affaires religieuses, l'Algérie traverse « une grave crise culturelle et religieuse ». La conversion des Kabyles s'inscrit dans un imaginaire politique où l'individu n'est pas perçu comme libre de son choix mais comme le résultat d'un complot, d'une stratégie – en un mot, d'un piège. L'inquiétude est amplifiée par le fait que le phénomène se situe en Kabylie :

« De nombreux missionnaires rêvent de faire de la Kabylie un nouveau Liban multiconfessionnel. Actuellement sans élus légitimes, mais avec des "indus élus", la Kabylie donne l'impression d'être colonisée par un pouvoir qui lui étranger. L'idée d'autonomie faisant son chemin, les ingrédients et la sécession kabyle se réunissent jour après jour dans l'indifférence politique générale<sup>63</sup>. »

Ce constat une fois posé, l'auteur en appelle aux autorités : il y a urgence car péril en la demeure... Et pourtant, la présence de chrétiens en Kabylie n'est pas nouvelle et le mythe d'une terre artificiellement islamisée est tenu<sup>64</sup>. L'historienne Karima Dirèche-Slimani souligne que la

---

<sup>63</sup> S. Lounès, « Evangélisation en Kabylie », art. cité.

<sup>64</sup> Kamel Chachoua recense les clichés sur la religiosité des Kabyles. Il cite Alfred Rambaud, auteur d'un ouvrage au XIX<sup>e</sup> siècle sur la Grande Kabylie, qui écrivait : « Après avoir été des chrétiens assez douteux, ils sont devenus des musulmans d'une espèce particulière. » Ou bien le père Dugas : « On a dit que la Kabylie est la Suisse de l'Algérie, pour monseigneur l'archevêque d'Alger, c'est le Liban de l'Afrique. » Voir K. Chachoua, *L'Islam kabyle*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001.

présence des chrétiens en Kabylie se chiffre à quelques milliers seulement<sup>65</sup>. Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, dans le cadre du pouvoir colonial, la Kabylie est devenue un enjeu politique et religieux, qui associe la colonisation à la christianisation. L'œuvre des Pères blancs, fondée sur le préjugé de la faible islamisation des Kabyles, aura pour tâche de faciliter leur réintégration dans la « religion de leurs ancêtres ». Politique coloniale hier, stratégie américaine d'évangélisation aujourd'hui, la conversion des Kabyles au christianisme suscite toujours une immense source d'inquiétude.

Bien qu'il n'existe pas de données fiables sur le nombre de non-musulmans en Algérie, on les évalue généralement à environ 5 000. Si l'on s'en tient aux chiffres fournis par des responsables des communautés chrétiennes, il y aurait 3 000 membres des Eglises évangéliques – la plupart d'entre eux vivraient en Kabylie – et 300 catholiques. En réalité, l'Algérie d'aujourd'hui voit arriver avec inquiétude de nouveaux chrétiens, migrants venus de l'Afrique subsaharienne qui traversent l'Algérie à la recherche d'un passage vers l'Europe et trouvent refuge auprès des dernières communautés chrétiennes. Le départ d'un million d'Européens et l'exil de 140 000 juifs algériens ont appauvri la société algérienne dans sa diversité. Et cela d'autant plus que le phénomène s'inscrit dans une période de très forte remise en question des héritages identitaires forgés durant la guerre d'indépendance (1954-1962). Car, parallèlement à la sortie de l'islam et à l'entrée dans le christianisme, il se produit aussi une sortie de l'« islam officiel » pour entrer dans un « islam sectaire ».

Le salafisme<sup>66</sup> remporte en effet un succès croissant dans la société algérienne. Les autorités algériennes l'ont divisé en trois courants : le « salafisme scientifique », qui oblige le peuple, selon la tradition, à obéir au prince ; le « salafisme actif », qui est l'œuvre des ex-radicaux du FIS et tend à faire de l'individu une « forteresse » bâtie sur des valeurs islamiques ; et enfin le « salafisme djihadiste », incarné par le GSPC, et devenu Al-Qaida au Maghreb islamique.

Les deux premiers courants sont largement majoritaires au sein de la mouvance salafiste. Ils apparaissent comme une réaction religieuse à la guerre civile : il s'agit de restaurer l'image et le message de l'islam après l'usage qui en a été fait par les groupes islamistes radicaux, de ramener les croyants sur le chemin de la paix intérieure par la réappropriation des valeurs islamiques. Ces deux courants sont encouragés par le régime : ils permettent le recyclage des valeurs de l'ex-FIS du champ politique vers la sphère privée, celle de l'individu. Mais le salafisme, y compris dans sa version la plus pacifiste, représente aussi une menace pour le pouvoir dans la mesure où ses « valeurs » et certaines de ses « pratiques » semblent incompatibles avec celles de l'« islam officiel ». Ce contournement s'opère au travers de petites subtilités qui n'en demeurent pas moins porteuses d'une symbolique forte, celle de la défiance envers le régime. Ce sont ces haut-parleurs qui, dans certaines mosquées, appellent à la rupture du jeûne quelques minutes avant l'heure légale, ou bien la diffusion de prières « taraouih », voire l'importation de corans comportant, selon le ministère des Affaires religieuses, « des altérations graves et malveillantes des versets », etc.

---

<sup>65</sup> K. Dirèche-Slimani, *Chrétiens de Kabylie, 1873-1954. Une action missionnaire dans l'Algérie coloniale*, Paris, Bouchène, 2004.

<sup>66</sup> Une idéologie qui prône le retour aux pratiques du temps du Prophète (*salaf* en arabe signifie « ancêtre »). Pour une approche complète du terme, voir B. Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris, PUF, 2008.

Le troisième courant est un défi sécuritaire pour le régime ; c'est le plus médiatique car le plus violent. Ainsi, le jeudi 6 septembre 2007, un attentat suicide visait le cortège du Président dans la ville de Batna (vingt-deux morts et plus de cent blessés). Le samedi 8, un nouvel attentat suicide – commis par un adolescent de 15 ans ! – était perpétré contre la caserne de garde-côtes à Dellys. Bilan : vingt-huit morts. Le 11 avril, une triple attaque se soldait à Alger par trente morts et deux cent-vingt blessés. Tous ces attentats ont été revendiqués par Al-Qaida au Maghreb islamique.

L'évangélisation en Kabylie et le développement du salafisme s'inscrivent dans un contexte global où la pratique religieuse, face à une offre abondante, se diversifie. Le phénomène est mondial et l'Algérie n'y échappe pas. La société algérienne redécouvre sa pluralité politique, mais également sa fragilité. Ainsi que le dit le psychanalyste Nourredine Toulbi :

« Les jeunes générations sont en rupture des sens où leur trajectoire vitale est contrariée par le poids de misères existentielles innombrables (misère sociale, affective, sexuelle), il est à craindre des effets de retour d'angoisses destructeurs. Ces jeunes sont parfois porteurs de danger pour les autres aussi – et peut-être surtout sont-ils dangereux pour eux-mêmes, qui vivent les affres d'un grave désenchantement dans une société prétendument égalitaire mais qui n'a jamais tenu ses promesses<sup>67</sup>. »

## RÉPONDRE À L'« OCÉAN » DES BESOINS DE L'ALGÉRIE...

Le lancement d'un programme économique ambitieux a fait sortir l'Algérie de son marasme économique sans pour autant la faire sortir de sa dépression post-guerre civile. Si l'objectif de la réconciliation nationale a été la reconstitution d'une cohésion nationale mise à mal par les années de guerre civile, le programme économique du gouvernement se veut une réponse aux problèmes économiques et sociaux d'une partie de la population active – sur les 8,7 millions de personnes qui la composent, 2,5 millions se trouvaient au chômage en 2000 (soit 27 %). Alarmistes, les prévisions du FMI n'hésitaient pas à annoncer à l'horizon 2010 un taux de chômage de 37 % si le taux de croissance hors hydrocarbures demeurait inférieur à 7 %. Les revenus du troisième choc pétrolier ont servi à financer à la fois le retour à la paix civile et l'achat de la paix sociale. Le plan triennal de soutien à la reprise de l'économie (2001-2004) avait pour ambition de relancer les investissements – de l'ordre de 7 milliards de dollars, après une décennie de fuite des capitaux :

« Nous n'avons jamais dit que ce programme allait rendre l'Algérie prospère du jour au lendemain. Ce sont les entreprises qui créent la richesse. Il ne faut pas oublier que ce plan intervient après

---

<sup>67</sup> *Liberté*, 7 décembre 2000.

dix années de terrorisme, de destructions. Quoi que vous fassiez, il paraîtra toujours insuffisant au regard de l'océan de demandes auxquelles il faut répondre<sup>68</sup>. »

En effet, face aux besoins, une économie informelle florissante a pris la relève du retrait de l'Etat. Cette économie représente entre 16 et 17 % du PIB et emploie 50 % de la population active. Force est de constater que, depuis 2003, le gouvernement consacre 50 % de la fiscalité pétrolière en transferts sociaux (770 milliards de DA), soit environ 13 % du PIB, afin de corriger les effets destructeurs du contrechoc pétrolier (1986-2001). Les résultats sont là : le taux de pauvreté est tombé à 4,9 % de la population totale contre 12,1 % en 2000. Reste que si la pauvreté a reculé, la précarité demeure le lot de la majorité : 4 millions de personnes, soit la moitié de la population active, ne disposent d'aucune protection sociale et travaillent dans l'économie informelle (secteur des services, agriculture et bâtiment) ; et que 500 000 jeunes quittent prématurément le système scolaire sans aucune formation, convaincus que le taux de chômage augmente avec le niveau d'étude (17 % des chômeurs ont fait des études supérieures).

## LES LIMITES DU BOUMEDIÉNISME

La richesse pétrolière retrouvée a permis à l'Algérie d'Abdelaziz Bouteflika de redonner de la voix sur la scène régionale et internationale et de réapparaître comme un marché émergent attractif pour les investisseurs. Pour les Algériens, la présidence de Bouteflika marque d'abord un semblant de retour à l'ordre après le règne des mafias. En effet, l'affaire Khalifa a illustré l'audace de ceux qui, à découvert, se sont employés à blanchir leurs capitaux accumulés durant la décennie de violence<sup>69</sup>. Les campagnes contre la corruption engagées dans la foulée de cette affaire s'inscrivent d'ailleurs dans une mise en scène du retour de l'Etat. Cependant, la volonté de Bouteflika de poursuivre en 2009 l'« œuvre » entamée en 1999 soulève des doutes et des inquiétudes. Son écrasante victoire à l'élection présidentielle de mai 2009 (90 % de votes en sa faveur) était prévisible : les rivaux du Président candidat ne disposant ni de l'appareil d'Etat ni de la logistique d'un grand parti politique populaire, l'élection ne pouvait que se traduire par un plébiscite. Abdelaziz Bouteflika souhaite faire revivre la fiction d'un président populaire sur le modèle de Houari Boumediene (1965-1979). Aussi, l'enjeu de l'élection a porté davantage sur

---

<sup>68</sup> Propos du Premier ministre Ali Benflis, *Jeune Afrique – L'Intelligent*, n° 2186, décembre 2002.

<sup>69</sup> L'affaire Khalifa concerne l'ascension fulgurante du groupe Rafik Khalifa (banque et transports) dans les années 1990. Le groupe sera accusé du blanchiment de l'argent des « généraux ». Réfutant cette thèse, A. Belkaid écrit qu'« avec des moyens financiers considérables, un soutien politique sans faille jusqu'au moins 2002, la sympathie des milieux d'affaires occidentaux, Khalifa avait la possibilité de bâtir un groupe puissant et crédible, comparable à ceux des oligarques russes ». Voir A. Belkaid, *Un regard calme sur l'Algérie*, Paris, Seuil, 2005.

le taux de participation. Le taux officiel de celle-ci – 74,11 % – a fait naître des interrogations sur sa fiabilité. En 1999, le « vote Bouteflika » s'expliquait par la volonté de tourner la page des années de violence, d'oublier le drame de la guerre civile. En 2009, le plébiscite présidentiel a consisté à faire croire qu'il n'y a pas de vide politique, que la nation dispose d'un chef d'Etat fortement soutenu par sa population : avec le retour de l'abondance financière, Abdelaziz Bouteflika fait resurgir le « boumediénisme ».

Et pourtant, comme le soulignent certains observateurs, avec un cours inférieur à 70 dollars, au-delà de 2011 « l'économie algérienne serait confrontée à un véritable séisme, pouvant entraîner des licenciements massifs<sup>70</sup> ». Depuis 1999, à l'exception du remboursement de la dette, l'Algérie n'a pas su sortir de la dépendance énergétique. Préoccupé, à juste titre, par la réconciliation nationale, le Président a mis en œuvre une politique d'amnésie qui a fonctionné : le drame de la guerre civile est enfoui dans la mémoire collective et un accord tacite se dégage pour ne pas le faire resurgir. La peur des responsabilités mutuelles a paralysé les protagonistes d'hier. C'est une plaie qui s'est refermée sans avoir été désinfectée... Le désir du Président d'entrer dans l'histoire comme le « sauveur » de l'Algérie après la guerre civile (1990-1998) cache son incapacité à avoir su bâtir durant cette période des institutions politiques légitimes. Le renouveau du clientélisme peut fonctionner momentanément grâce aux revenus du pétrole. Mais les problèmes demeurent : dépendance pétrolière, faiblesse des institutions, chômage, corruption, etc., autant d'ingrédients qui sapent les bases de stabilité future. L'Algérie n'est pas la Tunisie et l'Etat n'a ni les moyens de contraindre la population ni les compétences suffisantes pour lui offrir de meilleures conditions de vie. Sans institution démocratique ni opposition légitime, la fiction du plébiscite présidentiel ne fera que retarder la confrontation de l'Algérie à ses défis.

La restauration de la « grandeur passée » ne répond que partiellement aux problèmes de l'Algérie. Si cette politique s'est traduite par une amélioration de la sécurité, elle n'a pas convaincu les « citoyens » lors des rencontres entre le « peuple » et ses représentants que sont les élections. La très forte abstention observée lors des scrutins révèle qu'aux yeux des électeurs algériens les partis politiques sont incapables de représenter la société : ils apparaissent des instruments au service d'un « système » qui leur accorde une marge de manœuvre bien réduite. Ainsi, plus que le troisième choc pétrolier, c'est l'absence d'institutions démocratiques qui alimente les inquiétudes. Car, comme le souligne le sociologue Zoubir Arous, le risque est grand :

« Il n'y a plus de forces organisées capables de mener des changements pacifiques. C'est donc la voie ouverte au changement par le chaos<sup>71</sup>. »

Lors des élections législatives de mai 2007, les éditorialistes ont insisté sur l'urgence qu'il y avait à restaurer le lien entre électeurs et dirigeants politiques. Or, le taux national de participation n'a été que de 35,51 % – l'un des plus faibles enregistrés officiellement depuis

---

<sup>70</sup> C. E. Chitour, « Troisième contre-choc pétrolier. Que doit faire l'Algérie ? », *L'Expression*, 24 novembre 2008.

<sup>71</sup> *El Watan*, 20 mai 2007.

l'indépendance en 1962. Pis encore, le taux « réel » de participation aurait été inférieur à 20 %, selon le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), Karim Tabou, qui avait appelé au boycott. Comme le soulignait un éditorialiste algérien dans une chronique pertinente :

« [Les électeurs] sanctionnent l'absence de politique et la transformation des partis en simples appareils et courroies du système [...]. Cela suppose que l'on sorte des logiques de façade pour aller vers une démocratisation réelle et effective<sup>72</sup>. »

La très forte abstention a pointé l'incapacité des partis politiques à mobiliser des électeurs, les partis politiques apparaissant comme un instrument au service d'un système clientéliste qui ne répond plus aux attentes. Ce désintérêt a été d'autant plus surprenant pour le gouvernement que ses résultats économiques dépassent les prévisions les plus optimistes. Avec un plan de relance économique de 140 milliards de dollars en cinq ans (2004-2009), un taux de croissance moyen de 4,9 %, un accroissement de 92 % du PIB et de 29 % du revenu par habitant, une baisse du chômage de 11 %, les partis gouvernementaux auraient dû soulever un vent d'enthousiasme... Or, c'est l'inverse qui s'est produit, le FLN, par exemple, ayant perdu des sièges. C'est dire que, pour les électeurs, les performances récentes de l'économie algérienne ne semblent pas un gage de développement durable mais un effet de la montée du prix du baril. L'Algérie s'est enrichie, certes, mais ses dirigeants ne sont pas parvenus à convaincre les citoyens qu'ils en sont les premiers bénéficiaires. La redistribution paternaliste de la rente pétrolière ne fait plus recette. Or, pour l'Algérie de Bouteflika, le défi consiste non à réinventer le boumediénisme mais à établir les fondements d'un système politique reposant sur des institutions démocratiques, seules à même de contrôler les effets toxiques d'une économie rentière lucrative. Les attentes d'un changement issu de l'intérieur sont inexistantes ; comme celles fondées sur la capacité de l'Union européenne à exporter ses normes et ses valeurs.

## L'UNION EUROPÉENNE ET L'ALGÉRIE

Après la signature de son accord d'association avec l'UE en avril 2002, pour une mise en œuvre en septembre 2005<sup>73</sup>, l'Algérie a d'abord exprimé son refus d'adhérer à la PEV en septembre 2007, puis a manifesté de l'intérêt, en 2008, pour l'élaboration d'un plan. Cependant, en 2010, l'Algérie ne veut pas être engagée dans un plan d'action. En prenant le relais d'un Partenariat

---

<sup>72</sup> « Voter pour qui, pourquoi ? », *Le Quotidien d'Oran*, 19 mai 2007.

<sup>73</sup> Le 22 avril 2002, l'Algérie signait l'accord d'association à l'UE avec une mise en œuvre le 1<sup>er</sup> septembre 2005. Cet accord prévoit de réduire les droits de douane, de favoriser la libre circulation des capitaux concernant les IDE directs en Algérie, de favoriser le dialogue politique, le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme et d'œuvrer à l'intégration régionale.



euro-méditerranéen (PEM) moribond (le cercle vertueux attendu ne s'est pas enclenché et le bilan du processus de Barcelone est plus que mitigé), la PEV, par son ambition politique et économique, soulève des inquiétudes à Alger, pour qui elle institutionnalise une « logique d'hégémonie<sup>74</sup> » dans le cadre d'une relation bilatérale qui ne peut être que défavorable tant elle est susceptible de déposséder le pays du contrôle des réformes économiques et politiques à mettre en œuvre. En 2002, l'Algérie avait signé à contrecœur l'accord d'association avec l'UE ; en 2009, elle dénonce le manque de soutien de celle-ci à son intégration dans l'OMC et l'absence d'investissement hors hydrocarbures<sup>75</sup>. Par ces critiques, elle exprime sa déception vis-à-vis de l'UE, et donc son refus de se précipiter dans un plan d'action. En fait, la « résistance » à la politique européenne de voisinage est le produit de la richesse pétrolière<sup>76</sup>. Avec l'Europe, une partie des décideurs algériens sont intéressés par le marché énergétique et la coopération sécuritaire, mais non par la dimension politique de la PEV et encore moins par son intrusion dans l'agenda des réformes économiques. Pour quelles raisons accepteraient-ils de s'imposer des contraintes ? Que le Maroc, la Tunisie, l'Égypte jouent le jeu de l'Europe peut aisément se comprendre : ces pays attendent un retour sur investissement de leur participation à la politique de voisinage, qui peut prendre la forme d'aides financières diverses. Mais pour l'Algérie, avec 150 milliards de dollars de réserves de change, les aides financières de l'UE semblent une carotte bien fade au regard du chemin à parcourir. Et ce d'autant plus que cette « hégémonie » européenne pourrait non pas faire chuter, mais du moins secouer fortement ces « coalitions dédiées à l'exploitation de la rente<sup>77</sup> » qui, contre vents et marées, ont réussi à survivre. Aussi, la relation idéale pour elles serait de se limiter à une participation active dans l'architecture énergétique de l'UE et dans l'intégration de la stratégie de sécurité régionale. Mais, face à l'insistance de l'UE pour tenter de l'arrimer à la politique de voisinage, l'Algérie prend plaisir à préciser qu'à la différence des autres pays de la région, si elle accepte de discuter de la PEV, elle n'éprouve pas le besoin de s'y associer. Cette indifférence calculée lui est un formidable atout dans les négociations, car elle contraint l'UE à réduire très sensiblement ses prétentions et attentes politiques, voire à éviter d'aborder les problèmes cruciaux de l'absence de démocratie et de mauvaise gouvernance.

Et cela d'autant plus que la Russie offre à l'Algérie une coopération stratégique libérée de toute entrave politique. A la différence de l'UE, qui articule stratégie (énergie et sécurité) et politique (démocratie et gouvernance), la Russie se focalise uniquement sur l'énergie et la sécurité, proposant ainsi un cadre souple. En visite à Alger, Vladimir Poutine déclarait que « L'Algérie est un partenaire clé de la Russie en Méditerranée ». Pour la Russie, son importance

---

<sup>74</sup> E. Barbé, « L'UE et son voisinage en Méditerranée », in J. Rupnik (dir.), *Les Banlieues de l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 162.

<sup>75</sup> « Le torchon brûle entre Alger et Bruxelles », *El Watan*, 23 mai 2009.

<sup>76</sup> H. Darbouche, « Decoding Algeria's ENP Policy », *Mediterranean Politics*, vol. 13, n° 3, 2008, p. 11.

<sup>77</sup> G. Favarel-Garrigues, « Violence mafieuse et pouvoir politique en Russie », in J.-L. Briquet et G. Favarel-Garrigues, *Milieux criminels et pouvoir politique...*, op. cit., p. 188.

dans le dispositif d'approvisionnement en gaz de l'UE désigne l'Algérie comme un pays à faire basculer dans la stratégie de Gazprom afin d'augmenter la dépendance de l'UE et accroître en même temps les bénéfices mutuels pour les deux pays<sup>78</sup>. Ainsi, lorsque la Russie accepte la reconversion de la dette militaire algérienne contractée dans les années 1960-1970 (4,7 milliards de dollars) pour l'achat d'armements d'un montant de 3,5 milliards de dollars, Vladimir Poutine pose comme condition l'entrée de Gazprom dans la Sonatrach à hauteur de 15 %. Condition refusée par Abdelaziz Bouteflika, au grand soulagement des partenaires européens, qui craignent que Gazprom ne parvienne à satelliser la Sonatrach<sup>79</sup>.

L'Algérie est prête à se réarmer en Russie mais non à y livrer son gaz, car, entre les demandes de l'Union européenne et celles de la Russie, elle peut dorénavant choisir à la carte son menu. En l'occurrence, elle continue à faire de la Russie son principal fournisseur d'armement – elle est devenue en 2008 le deuxième importateur d'armement russe<sup>80</sup> – et de l'UE son principal débouché pour le gaz. L'Algérie a accru son importance géopolitique dans le dispositif d'approvisionnement énergétique de l'Europe. La déclaration ministérielle du Forum Euro-Med de l'énergie, en mai 2003, soulignait la nécessité de parachever « l'anneau gazier euro-méditerranéen » en renforçant son soutien aux projets de gazoduc approvisionnant l'Espagne, l'Italie et la France à partir de l'Algérie. L'Algérie représente 10 % des importations de gaz de l'UE, dont le principal fournisseur est la Russie. La dépendance de l'UE vis-à-vis des importations de gaz ne cesse de croître : 62 % de sa consommation de gaz était importée en 2006. L'Algérie détient les sixièmes réserves mondiales prouvées, et elle est le quatrième exportateur mondial de gaz. Bénéficiant de la construction d'un marché du gaz en Europe, l'Algérie est devenue le troisième fournisseur de l'UE, qu'elle approvisionne par gaz liquéfié (LNG) et pipelines (Transmed, Gazoduc Maghreb Europe). Deux projets en cours, « Galsi » et « Medgaz », doivent relier l'Algérie et l'Italie par la Sicile pour le premier et l'Algérie et l'Espagne pour le second<sup>81</sup>.

---

<sup>78</sup> H. Darbouche, « Russian-Algerian cooperation and the “gas OPEC” : What's in the pipeline », *CEPS, Policy Brief*, n° 123, mars 2007.

<sup>79</sup> Une dépêche de l'agence russe d'informations internationales résumait bien l'enjeu de la présence de Gazprom en Algérie : « En raison de leurs atouts en matière de ressources naturelles, les deux pays auraient pu contrôler environ 40 % de livraison de gaz à l'UE. Mais, en essayant de neutraliser la pression croissante de Gazprom, les consommateurs européens de gaz ont décidé de miser sur l'Algérie et la Libye. La Lutte opiniâtre engagée par l'UE pour la diversification des livraisons énergétiques rend la présence de Gazprom dans ces pays inadmissibles pour les acheteurs de gaz. » Voir « La Russie perd pied en Algérie », 13 décembre 2007, <http://fr.rian.ru/russia/20071213/92235860.html>

<sup>80</sup> L'Algérie a « la principale marine de guerre de la région. Même l'Égypte ne peut rivaliser. Dans le domaine aérien, l'accumulation de Su-27, de Su-30 et de Mig-29SMT permettra à Alger de disposer d'une supériorité aérienne nette dans toute la région ». Voir « L'Algérie, puissance régionale méditerranéenne incontournable ? », *Défense et sécurité internationale*, n° 25, avril 2007, p. 62

<sup>81</sup> J. Percebois, « The supply of natural gas in the European Union. Strategic issues », *OPEC Energy Review*, vol. 32, mars 2008, p. 50.

A la faveur de l'initiative française du projet de l'Union pour la Méditerranée, une occasion s'offre de rediscuter de la place des réformes politiques dans le cadre des relations euro-méditerranéennes. L'équilibre même de la politique européenne repose sur le principe de la non-ingérence et du respect de la souveraineté. D'un commun accord, afin de ne pas heurter des régimes autoritaires signataires, les problèmes liés au non-respect des droits humains et des libertés ont été exclus des échanges publics et relégués à un niveau privé, où des critiques « fermes mais amicales » sont émises. A cette autocensure s'est ajoutée une méthode fondée sur une approche graduelle. Plutôt que d'aborder frontalement la question du déficit démocratique, du trucage des élections, de la violation des droits humains et de la corruption, la PEV a « investi » sur des secteurs porteurs comme la liberté et la justice.

## CONCLUSION

L'Algérie ne manque pas de ressources financières. Le programme public de développement économique et social pour la période 2010-2014 adopté par le conseil des ministres prévoit d'investir 280 milliards de dollars dans six axes fondamentaux : le développement humain, le développement des infrastructures de base, l'amélioration des services publics, le développement économique, la lutte contre le chômage, la recherche scientifique et les nouvelles technologies de la communication. Pour que ne se répètent pas les affaires de corruption qui ont jalonné le programme de développement de 2005-2009, l'émergence d'institutions politiques démocratiques apparaît comme un élément fondamental pour un pilotage transparent et contrôlé des dépenses publiques. Sans quoi, il est à craindre que ce colossal programme public de développement ne donne lieu à de tout aussi colossales affaires de corruption.

Dans le passé, l'absence d'institutions démocratiques susceptibles d'exercer un contrôle sur les dépenses a provoqué la faillite de l'économie algérienne. L'arrivée subite de l'abondance financière dans les années 1970 a eu pour effet de réduire à néant la réceptivité des dirigeants aux demandes de la société. Pour certains, il suffirait d'une bonne gouvernance pour que la rente accroisse la richesse nationale et le bien-être de chacun. Mais ce raisonnement, valable dans un pays pétrolier démocratique comme la Norvège, n'est pas applicable à un régime non démocratique, où la manne pétrolière est investie non dans la réalisation de performances économiques mais dans les mécanismes et les rouages de la consolidation d'un système clientéliste. En somme, si la politique économique passée de l'Algérie a « échoué », le régime a « réussi » à se maintenir en dépit de ses piètres résultats économiques, des émeutes et de la guerre civile. Depuis 1962, les élites dirigeantes sont toutes issues du parti FLN et assurent au pouvoir sa stabilité malgré des choix économiques et politiques fortement critiqués. Les allocations de ressources ont servi à installer le régime et à le consolider, mais le prix de cette réussite a certainement été la faillite économique de l'Algérie : les revenus extérieurs du pays proviennent à 97 % de la vente des hydrocarbures, qui assurent 60 % des recettes budgétaires.

« La rente en soi n'est ni une malédiction, ni une bénédiction pour l'économie d'un pays. Son impact varie selon les formes institutionnelles régulatrices dudit pays qui peut l'utiliser pour investir dans la formation de capital et adopter des comportements autres que prédateurs<sup>82</sup>. »

Dans son analyse de la Malaisie, autre pays pétrolier musulman, Isabelle Beaulieu décrit ainsi la cohabitation réussie entre une économie rentière et un système politique autoritaire. Le déploiement de la rente a permis un investissement massif dans le capital humain et la naissance d'un « Etat industrialisé et rentier ». En somme, la Malaisie est le pays qu'auraient souhaité construire les élites nationalistes des années 1970 en Algérie : un Etat « fort » et « industrialisé ». A la différence de la Malaisie, l'Algérie a fait de mauvais choix qui l'ont conduite à un usage inefficace de la rente pétrolière. En érigeant le pétrole au rang de symbole de la nation, en le comparant au sang du peuple, le régime a été aveuglé par les pouvoirs magiques qu'il projetait sur cette ressource naturelle. Cet aveuglement volontaire n'a pu se maintenir qu'en raison de l'absence d'institutions de régulation : le flot de la richesse pétrolière a irrigué des réseaux clientélistes sans que soit exercé aucun contrôle démocratique. A la faveur du troisième choc pétrolier (2002-2008), l'Algérie a retrouvé une abondance financière inespérée qui lui permet de se doter d'un fonds de réserves précieux dans une période de crise financière internationale. Les besoins à satisfaire et les défis à relever ne manquent pas. En effet, lors du Forum économique mondial sur la compétitivité globale qui s'est tenu en 2009, un « constat impitoyable » a été brossé sur la compétitivité en Algérie. Sur une liste de 133 pays, l'Algérie se classe ainsi à la 83<sup>e</sup> place, loin derrière la Tunisie (40<sup>e</sup>). Avec un marché du travail des plus rigides au monde, un système éducatif déplorable et une absence de transparence dans les dépenses de l'Etat, elle a un long chemin à parcourir pour rejoindre la Malaisie, située à la 24<sup>e</sup> place. La richesse pétrolière peut être une chance pour l'Algérie, à la condition qu'elle soit investie non pas dans les méandres d'un système clientéliste mais dans le bien-être (éducation, santé, liberté) de sa population, qui, comme le démontre Amartya Sen, constitue un capital fondamental pour un développement durable<sup>83</sup>.

---

<sup>82</sup> I. Beaulieu, *L'Etat rentier. Le cas de la Malaysia*, Ottawa, PUO, 2009, p. 47.

<sup>83</sup> A. Sen, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.

les  
études  
du Ceri

Centre d'Études  
et de Recherches  
Internationales

**Algeria: The Illusion of Oil Wealth**

Luis Martinez



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## **Algeria: The Illusion of Oil Wealth**

### Abstract

Thirty years after the nationalization of hydrocarbons Algeria's oil wealth seems to have disappeared judging by its absence in the country's indicators of well-being. In Algeria, oil brought happiness to a few and misery for many. The lack of oversight over oil revenue led to the industries downfall. Since 2002, oil wealth has returned to Algeria. The per-barrel price increase from \$30 to \$147 between 2002 and 2008 provided the country with unexpected revenue enabling it to accumulate an estimated \$150 billion in dollar reserves, in 2009. Abdelaziz Bouteflika, who returned to a devastated Algeria to restore civil order, unexpectedly benefited from this price increase. Thus, he was able to offer Algeria not only national reconciliation but also renewed economic growth. However, given that the wounds of the 1990s are not entirely healed and the illusions of oil wealth have evaporated with the randomness of economic instability, this unexpected return of financial abundance raises concerns. To what ends will this windfall be put? Who will control it? Will it provoke or sustain a renewal of violence and conflict?

## **Les illusions de la richesse pétrolière**

### Résumé

Trente ans après la nationalisation des hydrocarbures, la richesse pétrolière accumulée semble disparue tant elle est absente des indicateurs d'évaluation du bien être. En Algérie, elle a fait le bonheur d'une minorité et la tristesse de la majorité. L'absence de contrôle exercé sur la rente pétrolière a conduit à sa dilapidation. Depuis 2002, l'Algérie a renoué avec la richesse pétrolière. L'envolée du prix du baril, bondissant de 30 à 147 dollars entre 2002 et 2008, lui a procuré des revenus extérieurs inespérés qui lui ont permis de se doter d'un Fonds de réserves estimé en 2009 à 150 milliards de dollars pour l'Algérie. Rapatrié pour restaurer la paix civile dans une Algérie dévastée, Abdelaziz Bouteflika a bénéficié de la montée inattendue et inespérée du prix du baril de pétrole. Ainsi, au-delà de la réconciliation nationale, il a pu offrir à l'Algérie, un nouvel envol économique. Mais alors que les drames de la décennie quatre-vingt-dix ne sont pas entièrement pansés et que les illusions de la richesse pétrolière se sont évaporées dans les méandres de la précarité, ce retour inattendu de l'abondance financière ne manque toutefois pas d'inquiéter. A quoi la manne va-elle servir ? Qui va la contrôler ? Va-elle provoquer ou entretenir à nouveau violence et conflits ?

# Algeria: The Illusion of Oil Wealth

Luis Martinez Sciences Po/CERI

Algeria has once again become a vast construction site: roads, highways, ports, airports, underground rail networks, hospitals, universities, factories, housing units are all under construction, creating a very different landscape than the one that could be seen in the 1990s. Symbolically, after more than 24 years' absence, the Fennecs, the national soccer team, qualified for the World Cup, sparking a wave of euphoria throughout the country comparable to the displays of jubilation following independence. But this rebirth unfortunately remains fragile. Once again a strategic resource, the hydrocarbon sector is at the centre of development policies. The dynamism of the oil sector has stimulated economic growth, which reached a rate of 5% between 2005 and 2010. But like in the 1970s, this economic growth is entirely dependent on the hydrocarbon sector: in 2009, over 98% of the country's revenues came from natural gas and oil exports<sup>1</sup>. In 2008, Sonatrach became the largest and most lucrative oil company on the African continent<sup>2</sup>. In May of the same year, Energy Minister Chakib Khalil announced that Sonatrach would invest \$45 billion in the coming years to reach a production level of 2 million barrels per day and 85 million m<sup>3</sup> of natural gas. Sonatrach is once again the engine of an economy that is struggling to diversify.

The Human Development Index qualified Algeria's development status as mid-level: in 2009, it ranked in 104<sup>th</sup> out of 182 countries. Aside from a handful of propagandists, few people in Algeria believe that February 24, 1971, date on which the hydrocarbon sector was nationalized, hailed the "second independence" proudly declared by an *El Djazair* magazine headline<sup>3</sup>. Just prior to the third oil crisis (2002-2008), a National Economic and Social Council report<sup>4</sup> highlighted the fact that 19% of the population, or nearly 6 million people,

---

<sup>1</sup> UN Comtrade.

<sup>2</sup> Political Risk Services, *Algeria Country Forecast*, July 1, 2008, p. 13.

<sup>3</sup> Revue *El Djazair. Nous avons les Hommes, les idées et le pétrole*, "Il était une fois le 24 février. La seconde indépendance" (Algiers), n° 23, February, 2010.

<sup>4</sup> National Economic and Social Council, [http://www.unicef.org/specialsession/hox\\_country/edr\\_algeria\\_fr.PDF](http://www.unicef.org/specialsession/hox_country/edr_algeria_fr.PDF)

lived in poverty. It also pointed up the serious threat represented by an unemployment rate varying between 22% and 28%. From a financial standpoint, service of the debt absorbed the equivalent of 47.5% foreign resources in 2000. When Abdelaziz Bouteflika rose to the presidency in 1999, the state coffers were empty and power was dispersed among a few "generals" who had won the civil war. Brought back to restore the civil peace in a devastated Algeria, Abdelaziz Bouteflika benefited from the unforeseen and unhoped-for rise in oil prices. He was therefore able to offer Algeria not only national reconciliation, but also a substantial growth rate and in 2010, over \$150 billion in foreign exchange reserves. On the face of it, Algeria once again has a strong economy, but actually, the unexpected return of financial abundance merely underscores its weaknesses. As A. Mebtoul points out, if hydrocarbons were excluded in calculating GDP, Algeria would drop back by 20 points: ranked 102<sup>nd</sup> (out of 177) in 2005-2006, it would thus fall back to 153<sup>rd</sup> place<sup>5</sup>.

Forty years after the first oil crisis, Algeria still does not have political institutions capable of exercising control over the uses of the oil rent. Instead of the *Cour des Comptes* (government accounting office), the *Inspection Générale des Finances* (the treasury), or the Parliament, it is the Department of Intelligence and Security (*Département de Renseignements et de la Sécurité* - DRS) which, in the utmost opacity, serves as financial controller, as is apparent in the scandals that periodically shake up the microcosm of power. Far from ensuring efficiency, the arbitrary nature of decisions threatens to paralyze the heads of national companies who panic and try to stall on signing payment orders, thereby further penalizing their clients... In fact, to "escape the oil curse"<sup>6</sup>, more than restore the "order and grandeur of the past", after the fashion of Vladimir Putin in Russia, Algeria must dismantle an opaque system fueled by a booming rentier economy. For Algeria is still plagued by the same scourge<sup>7</sup>: the rentier economy has given rise to a mafia-like system that undermines and destroys hopes of an economic takeoff and hence a lasting improvement in the people's standard of living. The return of a providential figure has not been enough to quell the tensions aroused by this new windfall; without democratic political institutions, this new and unexpected wealth seems like another mirage. Under Boumediene's authoritarian regime (1965-1979), fear and threats did not manage to scare away "those who were only interested in money"; today, under a regime of controlled pluralism, the search for enrichment seems multiplied tenfold and the means to regulate it derisory. In an article published in *L'Expression*, Dr. Chems Eddine Chitour expressed the general feeling about the third oil crisis:

---

<sup>5</sup> A. Mebtoul, "Pour l'amélioration du rapport de 2008 du Conseil économique et social algérien sur l'IDH", *El Khabar*, September 14, 2009.

<sup>6</sup> A. Gelb and S. Grasmann, "Déjouer la malédiction pétrolière", *Afrique contemporaine*, n° 229, 2009. The copious literature on the oil curse seeks to explain the paradox between bountiful natural resources and weak economic performance. The theory was formulated in the 1970s taking the Netherlands as an example. Dutch manufacturing industries in fact collapsed in the wake of natural gas exports, which raised the cost of labor and overvalued the florin. The theory has spawned a host of analyses of the rentier state.

<sup>7</sup> S. Goumeziane, *Le Mal algérien. Economie politique d'une transition inachevée*, Paris, Fayard, 1994.



"More" than ever we need to reconsider everything we're doing. To start with, the state has to stop living in a style of wealth that does not go along with the creation of wealth. We have to restore our know-how by counting on ourselves, not on the Chinese, the French, the Turks or the Koreans who treat Algeria as a bazaar where they can sell off any old junk amounting to \$30 billion of instantly obsolete gadgets... A new program is needed to manage Algeria, a program based on training people. It starts at school."<sup>8</sup>

The oil rent has destroyed local know-how, generated consumer expectations, sustained the illusion of wealth and overlooked investment in human capital.

Having become attractive once more, the Algerian market is coveted. With no body to control them, transactions are handled in total opacity, making the prospect of huge waste once again likely, as indicates the high level of corruption<sup>9</sup>. How should this financial surplus be exploited?<sup>10</sup> The national economy proved to be incapable of absorbing the billions of dollars generated by the third oil crisis. It does not have the means required to exploit this unexpected wealth. The major construction projects in Algeria, underindustrialized and lacking the necessary human capital, are designed and carried out by foreign companies. In a context of social and political violence, Abdelaziz Bouteflika is in the grips of the paradox that make this leader of a "rich" country incapable of meeting social demands. Riots regularly break out in Algeria, reminding it how vulnerable its social cohesion remains. Furthermore, terrorist violence continues to prosper<sup>11</sup>. Such violence is useful to the regime: it veils the mechanisms of the government machine and sustains the illusion of an Islamist threat. It also helps to avert a critical gaze on the past and present uses of the oil rent. And yet, in the 1970s, petroleum was perceived as a blessing. President Boumediene was convince that this resource would enable Algeria to buy its way into modernity and catch up with the West. It represented "the people's blood"<sup>12</sup>. Today it seems more like the "excrement of the devil" denounced by the founding father of OPEC, Juan Pablo Perez Alfonzo<sup>13</sup>.

---

<sup>8</sup> C. E. Chitour, "Troisième contre-choc pétrolier. Que doit faire l'Algérie?", *L'Expression*, November 24, 2008.

<sup>9</sup> In 2009, Algeria was ranked by Transparency International 111<sup>th</sup> for corruption out of 180 countries.

<sup>10</sup> Should Algeria create a sovereign fund? In June 2008 on Channel France 24, the Energy Minister indicated "it is an idea that must be carefully considered because it would require the means, human resources and possibly partnerships to try to decide where and how to invest, if it should be done abroad".

<sup>11</sup> For some observers, the establishment of Al-Qaeda in the Maghreb is a ploy of the Algerian security services to arouse fear in Europe and the United States regarding their interests in the region, forcing them to cooperate in security matters. F. Gèze and S. Mellah, "'Al-Qaida au Maghreb', ou la très étrange histoire du GSPC algérien", *Algeria-Watch*, September 22, 2007.

<sup>12</sup> "If we were to analyze Algerian oil, we would realize that it contains the blood of our martyrs, because we came into possession of this wealth by paying with our blood." Speech at Skikda, July 16, 1970.

<sup>13</sup> M. Sol Pérez Schael, *El Excremento del diablo. La democracia venezolana y sus protagonistas*, Caracas, Alfadil Ediciones, 1997.

## THE IMPASSE OF THE RENTIER ECONOMY

First discovered in 1948, oil became a major stake in the war for liberation (1954-1962). When the French authorities began to envisaged granting independence, they only considered it as long as the "southern territories" remained under French control. The promulgation of the Sahara Oil Code in 1958 defined the conditions for exploiting oil in terms that were eminently favorable to the French companies. In reaction to the independence movement's unconditional refusal to see Algeria deprived of its southern territories, the fate of oil was turned over to a joint Franco-Algerian organization under the Evian Accords of 1962. Once independent, FLN-governed Algeria fully realized the limits on its sovereignty over exploitation of its energy resources. The establishment of Sonatrach in 1963 aimed to give Algeria the oil technology it lacked and which remained concentrated in the hands of French oil companies. Following Algeria's request to modify the Evian Accords on hydrocarbons, the Franco-Algerian accord of July 1965 promised cooperation in this sector. Putting it into practice remained "difficult", however, due to irreconcilable "divergences of interest"<sup>14</sup>. For the FLN-state ruled by Boumediene since the 1965 coup d'état, foreign company control over hydrocarbons could not endure. The regime had no other resource. On February 24, 1971, Algeria nationalized the hydrocarbon sector and placed all its development hopes in black gold.

In the collective memory, this decade appears as a golden age, a period when Algeria promised to become a regional power guided by a strong and respected state and bolstered by a prosperous economy, which itself was drawn by the success of "industrializing industries". Under the influence of G. Destanne de Bernis, Algeria espoused these remarks:

"Developing countries can only hope to catch up to countries that began their industrialization over a century ago if they decide to plough ahead and focus immediately on the most modern production processes."<sup>15</sup>

The complex and sophisticated strategy of "industrializing industries" aimed to create a dynamics of full economic integration (of metallurgy, mechanical and electrical industries) to establish industrial exchange. The aim was to have the Algerian economy produce its own industrial facilities to the greatest extent possible. This strategy was also based on the theory that "industry should not rely mainly on export, but should help to turn the Algerian economy inward". Algeria's ambition was to manage to build an industrial sector that could manufacture producer goods more than consumer goods<sup>16</sup>. The success of this model depended on the

---

<sup>14</sup> N. Grimaud, "Le conflit pétrolier franco-algérien", *RFSP*, Vol. 22, n° 6, 1972, p. 1284.

<sup>15</sup> G. Destanne de Bernis, "Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale", *Economie appliquée*, n° 3-4, 1966, pp. 415-473.

<sup>16</sup> G. Destanne de Bernis, "Les industries industrialisantes et les options algériennes", *Tiers-Monde*, Vol. 12, n° 47, 1971, p. 550.

trickle-down capacity of industry to agriculture, a lasting coordination among administrations involved in implementing it and, especially, sustained financial investment.

The construction of natural gas liquefaction complexes (Arzew, Skida), oil refineries (Algiers, Arzew, Hassi Messaoud), a mercury plant (Bou Ismail), a hot rolling mill (Annaba) and fertilizer and plastic manufacturing units met the goal of offering the petrochemical industry the most modern means of production. In short, they had to jump the gun, so to speak. Boumediene's Algeria was a perfect illustration of oil nationalism and its faith in industrial development. Unlike Algeria, South Korea's industrialization strategy in the 1970s had given precedence to import substitution industries and relied on exports. Heavy industry was developed later<sup>17</sup>. Algeria chose the opposite route of heavy industrialization first without having had the time to develop substitution industries due to the dry-up of investments after 1986 with the collapse of oil prices, condemning itself to import heavily, thereby unbalancing its budget at the slightest drop in oil prices.

## **POLITICAL INSTITUTIONS INCAPABLE OF CONTROLLING THE OIL WEALTH**

Oil revenues fostered the edification of complex political and security frameworks that have ensured the consolidation of broad coalitions. They have also reinforced traditional practices of predation that progressive elites viewed as a threat to be eradicated and which President Boumediene decried:

"Using cunning to steal from the state seems to have become the rule, as if the state were a foreign state. We must erase from people's minds the archaic idea of the beylicate."<sup>18</sup>

In the 1970s, the huge influx of revenues in the state coffers severely disrupted the functioning of the government apparatus. The problem then facing the Algerian socialist revolution was as follows: How is it possible to manage at once the revolution, redistribution of wealth, political stability, the desire for enrichment, conflicts and rivalries and clan struggles? Lacking political institutions that could secure negotiations among the various clans, Algeria soon found itself controlled by Military Security ("SM"), which served as a regulator. The "SM" used violence to establish the rules of the game in the republic, define legitimate actors and build political stability using intimidation

---

<sup>17</sup> Ick-Jin Seo, *La Corée du Sud. Une analyse historique du processus de développement*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 165.

<sup>18</sup> *Révolution africaine*, September 28 – October 4, 1977, p. 13.

and elimination of insubordinates. In short, it established order in the state to be able to redistribute the revenues of the oil rent. The socialist revolution's aim was to fill "empty stomachs", because, as Houari Boumediene believed:

"People don't want to go to heaven with an empty stomach. People who are hungry don't need to listen to verses. I say that with all the consideration I have for the Qur'an, which I learned at the age of ten. People who are hungry need bread, people who are ignorant need knowledge, people who are sick need hospitals."<sup>19</sup>

This historic period, an extremely important one in the formation of the political system, was characterized by the unexpected conjunction of the socialist revolution, the goal pursued by the nationalist revolutionary elites, and the financial abundance inherent in the nationalization of hydrocarbons and later the first oil crisis. It should be remembered that the price of a barrel of oil went from \$2 in the early 1960s to \$40 at the end of the 1970s. That fact alone suggests to what extent the organization of a revolution could only be subject to fierce rivalries. A position with Military Security was tantamount to a guarantee not only of protection but especially rapid enrichment. The countless economic projects undertaken, some more realistic than others, were in fact indirect operations for reinvesting revenues from the rent. Public investment in the 1970s was enormous, but there were no legitimate political institutions capable of exercising control over these expenditures any more than a free press capable of giving an account of the arbitrages underlying the projects chosen. The system would make Algeria a textbook case "to analyze the curse of wealth and the symptoms of a rentier economy: monopolization of the rent by a class of state racketeers who use the control of power as a means of personal enrichment and systematic corruption"<sup>20</sup>. And yet, Boumediene had other ambitions. He aspired to bring Algeria from

"[...] a capitalist society of exploitation based on selfish profit, domination of the wealthy and class struggle to a socialist type of society based on social justice, equal opportunity and respect for the general interest... and requires that structural transformations necessarily be allied with the transformation of behaviors and mentalities. This cultural revolution is a long-term battle."<sup>21</sup>

Then, as well as today under Abdelaziz Bouteflika, the ambitions of the Algerian leadership is not to establish democratic political institutions but to ride the wave of oil profits. Criticism of the Boumediene regime thus carried little weight in view of the economic success achieved. Throughout the 1970s, growth rate hovered around 7% and the gross rate of investment

---

<sup>19</sup> Speech at the Islamic summit in Lahore, February 1974. See H. Sanson, "L'Islam de Houari Boumediène", *AAN*, Vol. xvii, 1978, pp. 267-277.

<sup>20</sup> M. Chatelus, "Nouvelles orientations de la politique pétrolière algérienne", *Maghreb-Machrek*, octobre-décembre 1999, p. 5.

<sup>21</sup> H. Boumediene, APN Speech, April 23, 1978, quoted by M. E. Bénissad, *Economie du développement de l'Algérie*, Paris, Economica, 1979, p. 23.

exceeded 35%. GDP (in millions of current dinars) reached 80,573 DA (Algerian dinars) in 1977, whereas it was only 13,130 DA in 1963<sup>22</sup>. This exceptional growth rate made Algeria look like a "Mediterranean dragon".

But even before fully measuring the vulnerability of its industrial strategy, the Boumediene regime already inspired ambivalent sentiments, a mix of fear and hope. Most saw authoritarianism as legitimate given the outstanding economic results. Its use of the oil rent seemed fair because it contributed to substantial social and economic redistribution. Moreover, Boumediene not only displayed charisma, but an ethic of justice and a condemnation of corruption that sustained a perception of a state that, however authoritarian, was honest. The oil rent was presented as a just reward for the sacrifices the people had made to give birth to the Algerian nation. Consequently, it could only be used in the "general interest", and Boumediene issued a warning to those who did not see things that way:

"As for those whose only aim is to make money, they should realize once and for all that they have no place in the government, the party or the army."

He reiterated this message on a number of occasions, as in 1976:

"Those who have opted for wealth can step back and keep their distance from the Revolution."<sup>23</sup>

But was it politically astute to stigmatize those who were "interested in wealth"? Was that not, on the contrary, the best way to encourage theft?

Boumediene's death hailed the end of a dream. The strong state and promising economic outcomes of the exceptional decade concealed the shortcomings of a young nation carried away by its enthusiasm. Boumediene had managed to inspire a vision of the future and impose an obligation to succeed in order to move Algeria away from its colonial past. The FLN's anti-colonial discourse remained credible as long as it could put its revolutionary legitimacy into practice: seizure of "vacant goods", nationalization of the oil sector, the agrarian revolution, the transition to socialism were as many events that fuelled the revolutionary dream. But at the end of the 1970s, the vacuity of the FLN discourse became evident well beyond circles that criticized the revolutionary experience. Boumediene's departure revealed the failures, drawbacks and shortcomings of a development policy that Algeria could hardly afford to finance<sup>24</sup>.

The illusion of a hardworking Algeria came to an end. Unemployment remained massive due to the arrival of increasingly large numbers of people on the job market every year and steady population growth (from 11 million inhabitants in 1960 to 33 million in 2005). The failure of the agrarian revolution found an outlet in mass emigration of peasants to the former colonial

---

<sup>22</sup> M. E. Bénissad, *Economie du développement de l'Algérie*, op. cit, p. 49.

<sup>23</sup> H. Boumediene, Constantine speech, 1974.

<sup>24</sup> T. Benhouria, *L'Economie de l'Algérie*, Paris, Maspero, 1980, p. 300.

power. Algerian society was sinking not into the tranquility of a fair society but into the throes of bitterness and feelings of jealousy. This state, which according to the official rhetoric had come into existence on the backs of the million and a half martyrs of the revolution, had become the instrument of wealth for a minority who had taken possession of the legacy of the war for independence and placed it in the hands of the "revolutionary family"<sup>25</sup>. The artificial barrier constructed to protect the state from those who were "interested in money" would be broken down by the development of a state bureaucracy that instituted a system in which corruption spread to all echelons of the administration. Boumediene's dream thus turned into a nightmare during the "dark decade", as Chadli Bendjedid's opponents called his rule, followed by the bloody decade of civil war (1991-1998). The development process created by the oil rent suddenly ground to a halt. All that remained were the usurped "vacant goods", diverted farmland (via the agrarian revolution), and pillaged public investments (in the context of industrialization). The oil rent itself, the only source of available revenue, would also soon become the object of organized and structured plunder in the context of "state capitalism" and for the benefit of a "bourgeoisie that had invested the entire state apparatus"<sup>26</sup>. Without transparent political institutions to manage transactions, Military Security assumed the role of "controller", becoming a fearsome instrument:

"Its networks have penetrated administrations, the FLN, the police, and choose representatives at the municipal and regional level. The role of Military Security is preponderant in co-opting elites, organizing congresses and public debates... Fear has become a factor in the exercise of power."<sup>27</sup>

Military Security performed the function of regulating conflicts and rivalries; it distributed wealth and privileges to its allies, helped its former partners go into business and eliminated insubordinates. It was a violent secret organization that aimed to establish political stability and secure transactions. Financial abundance had led to collective enrichment strategies in a country devoid of democratic institutions and therefore incapable of establishing formal rules of the game. Concentration of political and military power in small circles enabled wealth to be redistributed in a selective but controlled manner. In short, Military Security fulfilled the functions usually attributed to mafias: making transactions secure in a market lacking any instruments of protection.

---

<sup>25</sup> Expression used by the PRI in Mexico and which, in Algeria, qualifies government representatives: "this family is not only metaphorical, it is indeed founded on kinship. Made up of former mujahideen or who claimed to be, it also includes 'the children of *shuhadâ*', and 'children of *mujahideen*', called 'legal claimants'. The progeny of the later is already organising as 'children of legal claimants'. Government representatives believe that these descendents are the extension of their parents and should be appreciated and rewarded in this right", in A. Moussaoui, "Algérie, la guerre rejouée", *La Pensée de midi*, n° 3, 2000, pp. 28-37.

<sup>26</sup> M. Raffinot and P. Jacquemot, *Le Capitalisme d'Etat algérien*, Paris, Maspero, 1977.

<sup>27</sup> M. Harbi, "Processus de relégitimation du pouvoir en Algérie", in M. Camau, *Changements politiques au Maghreb*, Paris, CNRS Editions, 1992, p. 134.

## THE POLITICAL-FINANCIAL MAFIA

The economic reforms enacted in the mid-1980s modified property rights of agricultural land and public companies, import licenses and access to foreign currency. Until the oil counter-crisis in 1986, the state held a monopoly over access to its resources. Joining the administration or security apparatuses remained the primary means of personal enrichment. Throughout the period of financial abundance, regime stability was ensured by "coalitions that seek to exploit sources of revenues"<sup>28</sup>, which thus rested primarily on their ability to portion out the allocation of revenues. But after 1985-1986, modification of property rights led to the appearance of new actors that aimed to gain access to the resources thus "freed." The sale of public property therefore became simply a means of redistributing investments made over the course of two decades using the oil rent. The aim was to sell or distribute goods and services financed during the period of abundance. Such transfers of property ownership were protected by criminal groups and took place in a totally opaque manner. The phenomenon was facilitated by the lack of an independent judiciary.

In the late 1980s, in an international and national context threatening to the regime, a process of reconstructing new coalitions began that was no longer based on managing and distributing the rent, as was the case during the national and socialist revolution, but on the transfer of ownership of state goods and services to the open market. The auctioning off of state land, real estate and industrial property bought new protagonists on the scene and a resurgence of violence due to this new competitive context. The need to guarantee the security of property transactions made in the context of liberalization and privatization policies caused mafia-like groups to emerge. These criminal organizations fulfill regulatory functions, to some extent supplanting the role played by Military Security throughout the 1970s. They foster the organization of new coalitions that no longer aim to capture the oil rent but to take control of land, real estate, and industrial and commercial property that the new economic situation now offered—and which at the same time plunged the people into even greater instability and poverty. State property, valued by the rentier economy, became a fundamental stake in the battle to reorganize the authoritarian coalitions.

President Boudiaf, who had called this predatory system a "political-financial mafia", was assassinated on June 29, 1992. What was he criticizing? Ingrained practices of capturing the rent in the context of the policy of importing pharmaceutical products and weapons, skimming profits from oil contracts and money transfers to accounts abroad. Economic

---

<sup>28</sup> G. Favarel-Garrigues, "Mafia Violence and Political Power in Russia", in Jean-Louis Briquet and Gilles Favarel-Garrigues, *Organized Crime and States*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 148.

liberalization and privatization programs only amplified this trend<sup>29</sup>. Ownership transactions were handled in total opacity. Journalists avoided "talking about anything that resembled embezzlement of public funds or corrupt practices"<sup>30</sup>. And in fact they had already paid a high price, with over 60 journalists murdered between 1993 and 1997. Opacity was all the thicker since there was great confusion between Islamist groups and the government. As one Algerian lawyer pointed out:

"In a fairly peculiar situation, certain corrupt milieus and their mafia-like practices have in recent years meshed with the schemes of legal fundamentalist organizations, even those that were secret at first. Today, terrorism and even Islamist subversion cover and protect the development of corruption and contraband."<sup>31</sup>

Economist Fatiha Talahite indicates that between 1986 and 1988, over \$9.7 billion "was allegedly transferred out of Algeria illegally". This amount is believed to have reached \$16.3 billion in late 1990, or nearly 55% of the foreign debt (\$30 billion in 1990)<sup>32</sup>. At the end of the civil war in 1999, the assets of Algerian billionaires held abroad were estimated at \$40 billion<sup>33</sup>.

In the early 1990s, the reformers attempted to put a halt to this system. They took advantage of the financial failure resulting from the collapse of the price of oil to promote a structural reform of the Algerian economy. Two schools were divided over the reform: some maintained that the crisis was due to the economic climate, that the economy had to adapt while waiting for oil prices to go back up; others believed the crisis was structural, revealing the failure of economic policies and that the remedy was a complete overhaul of the rentier economy. But the hydrocarbon sector seemed untouchable, so great was the fascination it continued to hold: It was responsible for the growth in external revenues from \$0.2 billion in 1970 to \$12.5 billion in 1980.

Yet, with annual receipts continuously at about \$5 billion between 1986 and 1990, the state could no longer meet current expenditures without going heavily into debt. Between 1985 and 1988, the total volume of debt doubled to reach \$26 billion. Reimbursing it would bring Algeria to the brink of bankruptcy in the early 1990s, the service of the debt absorbing most of its hydrocarbon revenues. In 1989, a reform-minded government finally set itself the task of "making irreversible institutional and economic changes"<sup>34</sup> with the IMF's discreet support. Resistance to such a plan was widespread, both among those who had benefited from the

---

<sup>29</sup> In 1991, the state monopoly over foreign trade was ended and in 1993 a new investment code was enacted "lifting the constraints on private, domestic and foreign investment".

<sup>30</sup> D. Hadjadj, "Violence et corruption: cas de l'Algérie", *Le Bulletin de l'APAD*, n° 25, June 2003.

<sup>31</sup> Account given by Abderrahmane Boutamine in *Le Matin*, October 15, 1998.

<sup>32</sup> F. Talahite, "Economie administrée, corruption et engrenage de la violence en Algérie", *Revue Tiers-Monde*, n° 161, 2000, p. 9.

<sup>33</sup> *Challenges*, n° 135, April 1999, cited by F. Talahite in "Economie administrée, corruption et engrenage de la violence in Algeria", art. cited, p. 21.

<sup>34</sup> G. Hidouci, "L'Algérie peut-elle sortir de la crise?", *Maghreb-Machrek*, n° 149, July-September 1995, p. 27.



state's largesse and those who had profited from it but who were now, in the context of the crisis, accused of corruption and embezzlement. Eager as they were to carry out economic and political reforms at once, the reformers ended up losing control of the transition with the overwhelming and unexpected victory of the FIS in the municipal and legislative elections of 1990 and 1991. The Islamist threat hanging over the regime relegated reform to oblivion.

Ten years later, under Abdelaziz Bouteflika's presidency, a new coalition formed under the influence of "energy specialists", pro-Western elites who took as a model the rentier economies in the Gulf. The aim was no longer to reform the economy but to improve the economic performance of the energy sector. Although Bouteflika's Algeria was not striving to become like Malaysia, it made clear its ambition to become associated with the emerging economies. Owing to the third oil crisis, they thus managed to marginalize the "Arab socialists" that represented the military-industrial complex influenced by the USSR model and that were backed by the military. For the "energy specialists", oil nationalism had had its day and no one any longer dared believe that petroleum was an ideological weapon. For these new elites<sup>35</sup>, the convergence of interests (the energy market) and concerns (the fight against terrorism) after September 11, 2001 was a historic opportunity to be seized.

Freed from anti-Western rhetoric—which Al-Qaeda had taken up as its own—the liberal coalition felt it was in a position to convert Algeria to a market economy to join, belatedly, the category of emerging economies that Morocco, Tunisia, Egypt and especially the rich Gulf monarchies had entered. The hydrocarbon sector, the nationalists' proudest achievement in the 1970s, no longer seemed to the post-embargo coalitions to be the answer to development. Thus, President Bouteflika declared before the James Baker Foundation:

"We have resolutely opted to end monopolies and establish a regulatory framework that guarantees fairness and transparency for all national and foreign operations."<sup>36</sup>

When the Khelil bill on the "privatization" of Sonatrach was debated, it raised emotional protest from the old guard:

"Hydrocarbons are the lifeblood of the economy"; "privatization of the hydrocarbon sector would be tantamount to entrusting the circulation of one's own blood through the heart to another."<sup>37</sup>

As a symbol of oil nationalism at the heart of major conflicts of interests, Sonatrach escaped the logic of privatization; the coalitions in charge of using the rent won out.

---

<sup>35</sup> On the elites in Algeria, see the volume by I. Werenfels, *Managing Instability in Algeria. Elites and Political Change since 1995*, London, Routledge, 2007.

<sup>36</sup> Quoted by A. Rebah in *Sonatrach, une entreprise pas comme les autres*, Algiers, Casbah, 2007, p. 227.

<sup>37</sup> M. Benachenhou, "Dix arguments contre la privatisation de la Sonatrach", *Le Jeune Indépendant*, November 3, 2001, and A. Belaid, *Le Jeune Indépendant*, February 24, 2000, quoted by A. Rebah in *Sonatrach, une entreprise pas comme les autres*, *op. cit.*, p. 227.

## THE CORRUPTION MARKET

Unable to remedy the bureaucracy's "mafia-style encystment"<sup>38</sup>, Abdelaziz Bouteflika attempted to restore order in business. But his anti-corruption policies seemed futile indeed, endeavoring as they did to punish men caught red-handed rather than to dismantle a system that fostered wrongdoing, even encouraged it. After ten years under his presidency, the Parliament appears to be an empty shell, the *Cour des comptes* remains paralyzed, and only the *Inspection générale des finances* seems encouraged to take action. This indicates to what extent uses of oil revenues still escape rigorous and transparent control, to the population's great despair. When the amounts misappropriated are too large, the Department of Intelligence and Security (DRS) steps in to regulate the corruption market and force the actors to exercise an acceptable degree of restraint. As Military Security once did, the DRS now ensures the proper functioning of the system while waiting for the 470 magistrates to complete their training in financial scandals.

The Algerian press reports with malicious pleasure how "DRS military judicial officers"<sup>39</sup> have conducted investigations into the largest corruption cases in Algeria. Whereas the Algerian people were waiting impatiently for the country's "largest civil construction project" to be completed, the East-West Highway (927 kilometers long), in Autumn 2009 they discovered that this project, overseen in part by the CITIC-CRCC, a Chinese consortium, "thanks to lobbying carried out by Pierre Falcone"<sup>40</sup>, is not only the most costly on the African continent (\$11 billion), but also the one that gave rise to "the largest bribe known in history", some 200 million euros! Predictably, the return of financial abundance has translated into increased perception of corruption, as indicated by Algeria's backslide on the Transparency International list (in 2009, it ranked 111<sup>th</sup> out of 180 countries). The East-West Highway scandal illustrates the huge challenge Abdelaziz Bouteflika's Algeria must meet: to establish institutions that can exercise control over ministerial decisions in a transparent manner, such as public works in this specific case. Hardly had the scandal been denounced that the population learned that Sonatrach, the "jewel of the Republic", was at the center of an equally outrageous scandal. On January 13, 2010, CEO Mohamed Meziane was suspended from his functions and placed under arrest. There again the press highlighted suspicion of mishandling the way contracts were awarded, particularly with foreign partners. Hocine Malti, former Sonatrach vice-president, in an "open letter to DRS investigators"<sup>41</sup>, urged it to go further and look into "senior political and military officials" and not stop at the technocrats. He in

---

<sup>38</sup> M. Bennoune and A. El Kenz, *Le Hasard et l'Histoire. Entretien avec Belaïd Abdesselam*, Algiers, Enag, 1990.

<sup>39</sup> *Liberté*, April 24, 2010.

<sup>40</sup> *Le Quotidien d'Algérie*, April 26, 2010.

<sup>41</sup> *El Watan*, January 31, 2010.

particular encouraged the DRS to take a look at the management of the Gassi Touil and El Merk gas production projects. With suspected corruption cases in the hydrocarbon sector on the rise, Chakib Khelil, Energy and Mines Minister since 1999, was forced to resign on May 28; he was replaced by Youcef Yousfi. After public works and hydrocarbon projects, next to make headlines was the Port of Algiers, with the arrest of the main Algiers Port Authority (EPAL) officials. This came as no surprise for the population. As *El Watan* pointed out:

"Many Algerians tempted by climbing the social ladder dream of a career in customs, however brief [...] fear, the dread of reprisals and the long arm of the 'political-financial mafia' stifles any thought of bringing acts of corruption to public view."<sup>42</sup>

These events give rise to contrasting interpretations. Some believe that the various scandals and their corollaries (arrests, indictments and resignations) are not the product of the impending establishment of a constitutional state but of the gradual dismantling of presidential powers. Many consider it is those loyal to the President who are the targets. Ill, weakened and vulnerable, Abdelaziz Bouteflika is believed to be the victim of the return of the system's "barons", the army and its services, who only reluctantly accepted his domination. In a period of uncertainty, particularly regarding his health, hypotheses about the post-Bouteflika era are fueled by the omnipresence of his brother Said and the nomination of Yazid Zerhouni, Interior Minister and loyal to the President, to the position of first vice-prime minister. For others, all these scandals are merely the natural result of the end of a reign: "The republic of the President's *walis*"<sup>43</sup> is coming to an end, and hence it is urgent to maximize profits by all possible means before a new team comes to power, one that will pocket the goldmine inherent in the opaque management of revenues from the third oil crisis.

In fact, under Abdelaziz Bouteflika's presidency, the Algerian regime has undergone profound changes. Captivated by Ben Ali's Tunisia, Bouteflika reinforced the police: It now has a force of 200,000, and in the past decade the Interior Ministry has granted considerable investments to modernize it. Can the assassination of Ali Tounsi, director-general of the national police, on February 25, 2010 be said to symbolize, as some claim, the high tension line between two visions for Algeria: the vision of the past, with the army and its all-powerful services, and a vision of the present, and even future, where the seat of power is the Interior Ministry, as it holds key information on affairs of corruption? In short, has Bouteflika's Algeria conducted its security revolution without anyone being aware of it? Are all these scandals, which involve people loyal to the President, exchanges of favors among complementary enemies eager to define the red line not to overstep? However difficult it may be to interpret these scandals from a political standpoint, it seems clear that through the 2000s, the liberal coalition formed around the President, of which Chakib Khelil was a representative, had managed to broaden its sphere of action. But after flirting with a free market economy, new

---

<sup>42</sup> *El Watan*, October 28, 2009.

<sup>43</sup> The *walis* under Bouteflika have extensive powers since the communes were dissolved.

threats of nationalization again weigh on an already highly unstable business climate. Algeria seems to want to put an end to its "liberal experiment"<sup>44</sup>. Like the short-lived reformers' era (1989-1991), it is afraid that the coalition devoted to exploiting the oil revenue might once again implode and pitch the country into violence.

## THE RETURN OF ECONOMIC NATIONALISM

Armed with foreign exchange reserves, the government has since 2008 undertaken a policy to buy up subsidiaries of foreign firms. Aside from the fact that this policy meets the approval of public opinion that is eager to criticize the plundering of Algeria by foreigners, the government has expressed its disappointment that foreign companies have not produced the expected results in Algeria in terms of knowledge transfers and development. For the Algerian leadership, the crisis with Orascom, a major Egyptian group, illustrates the perils of privatization: Orascom's sale of two cement factories to Lafarge (for a profit of 2 billion dollars) took place without the government's knowledge, prompting an immediate reaction. The country has since imposed oversight over the transfer of assets; it tightened legislation on the conditions governing foreign investment and capital transfers<sup>45</sup>. More generally speaking, through a public investment fund of \$1.5 billion, it hopes to recover a number of subsidiaries of foreign companies. The battle with Orascom for it to sell the government Djezzy (its Algerian subsidiary), the country's leading mobile telephone operator with 14 million subscribers, was soon followed by a host of other local subsidiaries. Algeria's fierce competition with Egypt during the qualifying soccer matches for the World Cup gave Algeria a fine opportunity to further denigrate Egyptian group Orascom. This confrontation shows that beyond Algerian-Egyptian rivalry or its disappointment in the behavior of foreign companies, Bouteflika's Algeria has withdrawn into itself, convinced once again that it will not find its economic partners either in the European Union or in its southern neighbors.

And yet, one of the possible routes to lasting development in Algeria involves increasing trade with southern hemisphere countries. In June 2005, Rodrigo Rato, Managing Director of the International Monetary Fund, made the following critical observation about the region:

"Greater regional economic integration would yield important benefits. It would create a regional market of more than 75 million consumers (...). It would bring efficiency gains and make the region

---

<sup>44</sup> "End of the liberal experiment", *MEED*, June 4-10, 2010.

<sup>45</sup> A foreign group cannot hold more than 49% of the capital of any project; it is obliged to have a national investor as partner.

more attractive for foreign investors. And, most important, the complementary economic structures of the Maghreb countries would create opportunities for mutually beneficial trade within the region."<sup>46</sup>

According to Mohamed Boussetta, one of the solutions to boost intra-regional trade is the dismantling of tariffs:

"A cut of 50% or 100% in taxes to farming imports from Morocco and Tunisia would lead to a 20.9% and 47.9% increase in trade with these two countries respectively (...); with regards to industrial trade it would amount to an increase in trade of 34.4% and 84.9%, respectively."<sup>47</sup>

The cost of this low level of integration is estimated to deprive North African countries of 2 to 3% of their annual GDP, and it is only natural to raise questions as to the reasons for this shortfall<sup>48</sup>. Indeed, given their economic situation, North African countries do not seem to be in a position to afford to waste such opportunities. The "benefit for all" has so far been denied. When the North Africa Trade Forum was organized on February 19-20, 2007, the introductory memo bearing the subtitle "Trade for Growth and Job Creation" pointed out that "while the increase in economic growth rates didn't have a significant impact on unemployment reduction in particular and poverty alleviation in general, recent studies... show that with basic and adequate measures, intra-regional trade could be multiplied by 5 to 10." One of the Forum's objectives was to "explore the solutions to the issues that are preventing trade promotion in the region."<sup>49</sup> Could the rentier economies of Algeria and Libya be an obstacle to regional integration? In short, has the assurance of being able to take advantage of the European market released them from the political constraint of working toward regional integration?

Today, with the European Neighborhood Policy (ENP), Algeria has shed the burden of regional integration. Morocco and Tunisia, although interested in it, as it would enable them to increase exports, are forming ties in all directions to make up for the lack of a regional market (Morocco-United States Free Trade Area in 2006, Morocco-Turkey in 2006, Agadir Treaty in 2004). The cost of disregarding the Maghreb exasperates companies working in the region, for whom national strategies are at odds with the needs of their societies. On February 17, 2007, heads of Maghreb employers associations met in Marrakech and announced the founding of the Maghreb Employers Union. The date was not chosen at random: it was on February 17, 1989 that the AMU (Arab Maghreb Union) was created. The AMU, originally

---

<sup>46</sup> R. de Rato, "Intégration économique au Maghreb: sur le chemin de la prospérité", *L'Economiste* (Morocco), June 15, 2005.

<sup>47</sup> M. Boussetta, *Femise*, August 13-21, 2004, p. 95.

<sup>48</sup> "The North African development strategy is based on the 'Ras Lanuf programme' adopted in Libya in 1991. It lays out the three stages of regional integration, namely, a free trade area, a customs union and a common market". P. Botha and F. Aggad, "The Arab Maghreb Union as a Regional Economic and Political Grouping: a case study", *Politics*, 2004, n° 42, pp. 33-47.

<sup>49</sup> North Africa Development Forum, <http://.northafricaforum.org/memo.html>

a political undertaking, has become a major issue for business. As Hammad Kassal, vice president of the General Confederation of Moroccan Entrepreneurs and one of the founders of the Maghreb Employers Union, points out:

"It is the economy that will break down the political barrier that exists today. We want to put pressure on our governments to improve their relations."<sup>50</sup>

By increasing its energy demand, the EU has heightened the ascendancy of the hydrocarbon sector over the Algerian economy. It is virtually hegemonic; hydrocarbon exports already make up 98% of external revenues. The rentier economy paralyzes Algeria's development, and EU policy does nothing to help foster regional integration in the Maghreb, the only lasting solution for growth not driven solely by hydrocarbons and diversified economic development.

## **ABDELAZIZ BOUTEFLIKA'S PRESIDENCY: THE AUTHORITARIAN IMPASSE**

To lift Algeria out of a long period of poverty, violence and instability, Abdelaziz Bouteflika, like Vladimir Putin in Russia, decided to bring on the scene a policy of restoring past order and grandeur. Although at first it met people's expectations, it soon showed its limits, particularly as regards improvement in the standard of living. The spectacular increase in oil prices between 2002 and 2008 left the government with \$150 billion in foreign exchange reserves in 2008. In 2007, export receipts reached \$56 billion and, in 2008, a record \$81 billion. Never since the beginning of its short history had the state had such abundant financial resources. The third oil crisis enabled it to repay the debt quickly<sup>51</sup>, embark on major civil infrastructure projects once again and especially rebuild a semblance of national cohesion damaged by years of civil war. In a context of economic growth and renewed financial abundance (annual per capita GDP went from \$1,600 in 1999 to \$4,593 in 2010, not to mention a huge drop in unemployment, from 30% to 13%)<sup>52</sup>, Abdelaziz Bouteflika's presidency has become synonymous with prosperity and renewed confidence owing to the revival of state charity. Whereas during the 1990s, the Algerians were violently at odds over the identity of the state and its evolution, today in the framework of the national reconciliation

---

<sup>50</sup> *Le Figaro*, February 16, 2007.

<sup>51</sup> Algeria's external debt was \$30.47 billion, which was 63.2% of its GDP. In 2008, after early repayment, it was \$4 billion and represented only 2.39% of the GDP. *Economist Intelligence Unit*, "Algeria Country Forecast", July 1, 2008.

<sup>52</sup> Political Risk Services, *Algeria Databank*, December 1, 2008, p. 6.

policy, they are invited to return to the path of civil concord and put the "tragedy" behind them, as the President stated on the eve of the Third Millennium:

"You know, I don't expect congratulations for performing a miracle. I am trying to act with a modicum of good sense to get to the bottom of a tragedy that will soon have lasted for eight years. My personal feeling is that it is time for all this to stop. Life is not going to improve if we have 200,000 or 300,000 dead and three million victims of terrorism. So at some point things have to stop before they get worse. I'm trying to steer a narrow and tricky course through all the obstacles."<sup>53</sup>

Using "good sense", the president's office organized a national reconciliation program that was based not on a concern for obtaining justice for the victims or uncovering the truth, but on a desire to turn the page and forget the tragedy. The national reconciliation policy focused on reintegrating thousands of combatants from the Islamists insurgency, disarming the militias, compensating the victims' family and granting amnesty for defenders of the state. The problem of the disappeared<sup>54</sup> illustrated the difficulty of implementing the national reconciliation policy, as it first of all addressed the living (Islamist combatants, defenders of the state accused of violating human rights). The policy disregarded the people disappeared. The issue moreover reminded people of the expeditious methods used by the regime in violation of human rights. Although the government tried to demonstrate that the army and security services conducted "a clean war", the question of the disappeared raised and sustained the debate on the methods as well as the political and human cost of the victory over the FIS and armed groups. To put an end to this problem, Farouk Ksentini, President of the National Human Rights Commission of Algeria (CNCPPDH), thus stated in an interview that he recommended compensating the families of the disappeared for the amount of "100 million centimes, plus a death certificate, to close the matter of the disappeared!"<sup>55</sup>

The Algerian state survived the civil war and did not founder. Its civil administrations continued to function as best they could and the security apparatuses maintained the necessary cohesion for a counterinsurgency. It nevertheless remains clear that the civil war caused tragedies that resulted in a deep transformation of individual behaviors. It left Algerian society, which paid a high price for the collapse of the national community, traumatized. The end of the FLN-state monopoly on what defined the Algerian national community opened the way to questioning Algeria's history and identity. Through violence, society rediscovered its political pluralism. Abdelaziz Bouteflika's approach opened new perspectives for Algeria on a symbolic level. In his many speeches, the President readily points out that the regime's revolutionary legitimacy is washed up and that the state must now be built on other foundations than the war of independence. His calls for reconciliation

---

<sup>53</sup> Interview given on RFI radio, July 17, 1999.

<sup>54</sup> The National Human Rights Commission of Algeria (CNCPPDH) claims to have received 4,753 files from families of the disappeared. The International League for Human Rights estimates that 10,000 persons actually disappeared.

<sup>55</sup> *Echourouk El Yaoumi*, November 3, 2001.

are addressed as much to Islamists as they are former Algerian-born colonists and Jews. For the first time since independence, a head of state has sought to redefine the components of the state's identity, which until then rested on the Islam, Arab and Nation triad. Naturally, such an approach appeals to the international community and particularly France, eager to see Algeria reconcile itself. Yet, this approach soon revealed its limits, both from a political and economic standpoint.

## THE AWAKENING OF A FEELING OF INJUSTICE

The third oil crisis re-awakened feelings of injustice<sup>56</sup> similar to those that fueled FIS discourse and ensured its success at the polls in the 1990s. In the mean time, civil war violence had led people to withdraw into themselves and feel disgusted with politics. Resigned because defeated, "ordinary people" seemed to accept their fate. With the return of oil wealth, the question of fair distribution was once again raised. The return of financial abundance has thus provoked the same anxiety based in the conviction that this unanticipated wealth would not benefit the population. As a thirty-year-old unemployed man explains:

"When oil was \$9 a barrel, we unemployed didn't reap any benefits. They told us there was a crisis on, but at over \$100 a barrel, it's the same thing. Things were better back then than they are now! Most young people don't work, they have no social coverage, even university graduates don't have jobs. Do you think that's normal? " (Algiers, 2009)

The return of oil wealth occurred in a context of deep disenchantment and pessimism. Unlike the first oil crisis, which fostered fierce oil nationalism, the third crisis sparked no enthusiasm among population at large because in the meantime it had become apparent to them that oil wealth was vain if no democratic authority could exercise control over the way it was used.

The changes that occurred during the first decade of the 2000s have raised questions about the uses of the oil rent. Forty years after the Arab nationalist slogan "Arab oil for the Arabs" was coined, a local population group, the Mozabites, began demanding a fair return on the wealth from oil-producing regions to the people that live there. These demands, new in Algeria, raise the question of democratic control over the oil rent. In 2004, the administered price of butane gas rose in Algeria from 170 DA to 300 DA. In January 2005, in the middle of winter, riots that the press labeled "gas riots" broke out in the *wilaya* of Djelfa and spread to central and western Algeria. Since then, uprisings have regularly occurred in southern

---

<sup>56</sup> I am grateful to Kamel Cheklat for collecting some of the data on this topic.



Algeria, sparked by a feeling of injustice: why should the main source of external revenue, i.e. hydrocarbons, be controlled, managed and distributed by "foreign" elites (in Algiers) to the oil-rich areas? For the first time, the population claimed a right to control Algeria's main resources and demanded that the government account for its spending choices. Why is Algeria's richest area in terms of energy resources not better equipped with civil infrastructure? Disturbingly, the rioters concluded that the answer lay in their Berber identity. In May 2008, in the M'zab valley, the city of Berriane became the symbol of a clash between "Arabs" and "Berbers". Clashes broke out in the city streets among people convinced that the amount of oil wealth distributed depended on their ethnic or racial belonging. After Islamist protest and violence, it seemed that the time had come for regional vengeance, from Kabylia to the M'zab Valley. In 2006, according to a study commissioned of the national planning agency (*Agence nationale de l'aménagement du territoire* - ANAT) by the Ministry of Employment and National Solidarity, over 177 communes (out of Algeria's 1,200) are considered disadvantaged; 11% of them are located in the northern regions, 53% in the High Plateaus and 36% in the southern region. In these areas, household income varies between 5,000 and 10,000 DA/month (between 50 and 100 euros).

By popular belief, Bouteflika's Algeria first benefits "people in the West", where the President hails from, and to some extent "those in the south", Algeria's main oil producing area. Oil wealth goes first to them. The third oil crisis thus reignited issues related to regionalism: the first oil crisis is believed to have made notables in the East rich, the third bringing prosperity to the "people in the West". Oil wealth is once again seen as being exempt of any control and seems to be exclusively in the hands of the President, who decides how to orient its use in whatever way he sees fit. In the opinion of this former Boumedienist:

"The current Parliament carries no weight in the debates affecting the nation. It's worse than the era of single party rule, MPs have no influence. Everything is done by presidential decree, and that's a real problem" (Algiers, 2009).

And why doesn't the Parliament do its job? Answers abound. The MPs, although theoretically responsible to their voters, are in fact only clients of a patron who pays them handsomely:

"The changes to the Constitution benefited MPs and senators<sup>57</sup>. Their salary was multiplied threefold, now reaching 300,000 DA (3,000 euros), whereas minimum wage is 15,000 DA (150 euros). These groups have taken advantage of the oil rent in a roundabout way" (Algiers, 2009).

The feeling of being doubly dispossessed is dominant: oil wealth is believed to be taken over both by the "local mafia" and by "foreigners". As this Hamas-MSP activist claims:

---

<sup>57</sup> Ordinance of September 1, 2008. According to *Le Quotidien d'Oran* newspaper: "It's clear that given the little work done by the MPs, it is very well paid and serving in Parliament is bound to remain a sinecure that will always attract candidates. All the more since the functioning of the system has operated in a political vacuum of the Parliament since MPs can no longer – as stipulated in the organic law of 1999 – discuss the government's program, criticize it and eventually censure it" (September 17, 2008).

"We need transparent management and Algerian leaders, not foreigners, to manage our oil, honest officials, real Algerians and not people who have sold out. The controls and the percentages applied to foreign companies need to be revised; they cheat the Algerian side. We need honest MPs to find out what goes on at Sonatrach, to know about its books and bookkeeping" (Algiers, 2009).

The only Algerian company to turn a profit and which ensures 97% of its external revenues has lost its ability to impress the population. Like the FLN and later the army in the 1980s, Sonatrach has come to embody a state that people find repulsive. There is a high risk of seeing those excluded from the oil wealth launch a violent attack on the symbols of the national oil company in the near future. In 1988, rioters destroyed FLN headquarters in Algiers; during the 1980s, the Islamists set against the army. The post-Bouteflika generation might very well tackle oil infrastructures, as the people living in the Delta in Nigeria have done<sup>58</sup>.

For many express their incomprehension. Why doesn't oil wealth bring the country happiness? Why hasn't it managed to improve everyday lives?

"The Moroccans and the Tunisians don't have oil and they're better off than we are. They live better than we do without oil and the cost of living is acceptable there. Here, we only give to foreigners. A huge iron ore project is managed entirely by the Chinese!" (Algiers, 2009).

Neighbors live better and foreigners plunder resources. For many, one word explains it: corruption. It is Algeria's scourge. Why work for a paltry salary when huge sums are embezzled? The motivation is lacking:

"At Sonatrach, you have to be like them, steal like them, corrupt like them. Billions of dollars have gone into channels of corruption instead of solving economic problems. Young people refuse to work for starvation wages, they'd rather steal. Organized crime is developing due to social injustice" (Algiers, unemployed, 2009).

And criminality is indeed on the rise. In Kabylia, for instance, considered as a "haven of peace" during the civil war, has become emblematic of the problem: 4,118 of the cases handled are crime-related (armed robbery, bank holdups, and for the year 2007 alone, 87 cases of kidnapping). This phenomenon can of course be explained in part by the gendarmerie's withdrawal in 2002 following the crisis that blew up in the wake of a teenager's death in a police station. But some young people also openly admit it as a rational choice: criminality is viewed as positive due to the material and symbolic resources it procures. Kabylia is no exception because economic development is not on the agenda of an Algeria faced with the influx of wealth ensured by petroleum sales revenues. The slide of a segment of the population into relative poverty fosters an increase in criminality, which becomes a way of making ends meet.

The litany of corruption cases in the press heightens the feeling of injustice and the desire to demand a right of oversight over oil wealth:

---

<sup>58</sup> A. Oyefusi, "Oil and probability of rebels participating among youths in the Niger delta of Nigeria", *Journal of Peace Research*, Vol. 45, n° 4, 2008, pp. 539-555.

"Oil wealth is not private property. Every Algerian has a right to his share of the oil. This wealth should benefit society as a whole, we need transparency in accounting and revenues. If you make 10 billion dollars, you have to explain how it is spent" (Algiers, 2009).

In front of their television set, many listen proudly to the endless list of contracts Algeria signs with international oil, mining and gas companies. The country has become attractive again, it is rich and "we should never experience poverty", as people in Algiers said in 2009. But for those excluded from the oil wealth, it is "in the wrong hands". One young unemployed man recounts:

"When I was in school, the teacher told me in class: "if they've declared 20 billion dollars in receipts, they have certainly swallowed a zero..." (Algiers, 2009).

With mockery, frustration and bitterness, everyone in his own way comments on the tragedy of his country. Some scarcely dare ask the question out loud: what if oil was Algeria's biggest misfortune after French colonization?

Oil wealth no longer holds any illusions for a population that has experienced how fleeting it can be. Between 1986 and 2001, the oil counter-crisis plunged it not only into civil war, but into poverty and instability as well. The rentier economy has doubtless helped to improve general living conditions over time. Investments in health and education infrastructure have resulted in an increase in life expectancy from age 47 in 1960 to 74 in 2005. Even if oil wealth has made considerable public investments possible, the serious mismanagement of it has had little effect on the population's standard of living and well-being. Without the third oil crisis, Algeria would have experienced even more serious economic and social difficulties. In 1998, unemployment reached 25%; in 1995, per capita GDP was \$1,496. Between 1989 and 2003, the average salary dropped by 20%, "provoking a feeling of impoverishment that did not vanish when the economy improved and wage increases were given"<sup>59</sup>. Traumatized by the collapse of the price of oil in 1986, the Algerian population has remained convinced that they cannot depend on oil wealth: in the 1990s, 25% of the population was considered poor; 4 million people lived below the poverty threshold (\$1 per day), and 22% did not have access to drinking water. Exhausted by civil war, the population had neither the strength nor energy to revolt.

---

<sup>59</sup> *Human Development Report 2006*, p. 32.

## EVANGELIZATION AND SALAFISM: VARIOUS FORMS OF PROTEST

The death of high school student Massinissa Guermah on April 18, 2001, in the Béni-Douala gendarmerie headquarters sparked riots leading to the death of some one hundred people in Kabylia. The scale of the repression would spawn a protest movement that spread beyond Kabylia, reaching towns in the Babor mountains. The gendarmerie and government were heckled by groups of demonstrators made up of young unemployed, managers, etc., who, like the young FIS sympathizers in the early 1990s, shouted their anger at the scorn (*hogra*) shown toward them by the police forces. For the regime, the events in Kabylia marked the opening of a "second front" after its war against the Islamists<sup>60</sup>. As the commission of inquiry into this event pointed out in a December 2001 report, "unrest continues, sometimes spreading, and nothing suggests that it will die down in a reasonable time frame". A few years later, Kabylia was once again a bee in the regime's bonnet: rumors of conversion to Christianity fueled fears that Islam was on the wane:

"Some time ago, the media drew attention to a phenomenon considered 'new' in Algeria: increasingly numerous conversions to Christianity. There is talk of a 'return to grace' of the Protestant and Catholic churches in Kabylia, an intriguing, even irritating trend for the powers that be."<sup>61</sup>

In fact, since 2004, the local press has been reporting a new phenomenon: the evangelization of Kabylia. Although it is hard to measure and assess the scope of such an event, it is interesting to analyze the political reactions it arouses, as they are extremely informative about the tensions running through Algerian society and the anxieties preying on the regime. The affair of the Kabyles' "conversion to Christianity" fits in with a post-traumatic context for the regime and society at large. It comes all the more as a surprise since Algeria's religious landscape has grown increasingly uniform in recent history: Islam is now professed by 99% of the population. The account given in *El Watan* newspaper<sup>62</sup> of a symposium held at the Emir Abdelkader University of Islamic Sciences in Constantine seems to have started the "affair". In it, the author sums up the remarks made about the phenomenon by various participants, which can be likened to a conspiracy theory: Algeria is allegedly the target of a campaign focused on Kabylia but that is actually directed at the entire country.

"The truth is that, official or not, visible or not, there are many churches in Kabylia. They are being created at lightning speed throughout the entire region [...]. Although evangelization in Kabylia is not new, its growing scope, its obvious ideology, its unavowed aims and its instrumentalization by national and international forces will produce additional crises in a Kabylia and an Algeria already saturated with all sorts of crises."

---

<sup>60</sup> A. Mahé, *Histoire de la Grande Kabylie, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Editions Bouchène, 2001, p. 506.

<sup>61</sup> J.-F. Petit, *Quand les Kabyles redécouvrent Augustin*, Paris, Augustin de l'Assomption: <http://www.assomption.org>

<sup>62</sup> S. Lounès, "Évangélisation en Kabylie", *El Watan*, July 26, 2004.

After colonialism and Wahhabism, some believe Algeria is now a victim of evangelists:

"Evangelization in Kabylia is not spontaneous today any more than it was in the past. It is the result of proselytism organized and funded by a global strategy to evangelize Muslim peoples."

The investigation concludes with an appeal to the government authorities:

"It is dismaying to note that the government hardly utters a critical word in response to the new American colonial policy!"

The government's reaction was not long in coming. On March 20, 2006, Parliament passed Ordinance 06-03 that set "the conditions and rules for worship of other religions than Islam" and reiterated that the state guarantees tolerance and respect between the various religions, but then listed the new conditions governing non-Muslim religious worship:

– Article 5. The use of a building for religious worship is subject to prior approval by the national commission; any activity in designated places of worship other than their intended use is forbidden.

– Article 7. Group worship will take place solely in structures set aside for this purpose, open to the public and clearly identified on the outside.

– Article 8. Religious services must take place in designated structures; they are open to the public and subject to prior approval.

– Article 9. A national commission for forms of worship is hereby established under the Ministry of Religious Affairs and *Wakfs*."

The conditions in which religious worship may take place are subject to criminal provisions. This fact did not fail to provoke outrage. According to article 10:

"one to three years' imprisonment and a fine of 250,000 to 500,000 DA may be levied on anyone whose speech or writing posted or distributed in places of worship, or conveyed by any other audiovisual means, contains an appeal to resist the enforcement of laws or decisions by the public authorities..."

Article 11 lays down from two to five years' imprisonment for anyone who:

"incites, constrains or utilizes means of seduction tending to convert a Muslim to another religion, or by using to this end institutions of learning, education, health, or of a social or cultural nature, or training institutes or any other establishment or any other means; [or who] makes, stores or distributes printed documents, audiovisual materials or another other medium with the intent of shaking the faith of a Muslim."

How is this legislative reaction to be interpreted? How can this decision to develop a legal arsenal reacting to religious worship by non-Muslims be explained? For the Minister of Religious Affairs, Algeria is undergoing "a serious cultural and religious crisis". The conversion of Kabyles fits into a political *imaginaire* where individual choices are perceived not as made out of free will but instead the result of a conspiracy, a strategy, in short, a trap. The anxiety is amplified by the fact that the phenomenon is located in Kabylia:

"Many missionaries dream of turning Kabylia into a new multiconfessional Lebanon. Currently without legitimate elected officials but with 'illegitimate' officials, Kabylia gives the impression of being colonized by a foreign power. The idea of autonomy gaining ground, the ingredients for Kabyle secession multiply day after day amid general political indifference."<sup>63</sup>

With the issue thus posed, the author then appealed to the authorities, claiming it was urgent to act. And yet, Christian presence in Kabylia is nothing new and the myth of an artificially Islamized land is tenuous<sup>64</sup>. Historian Karima Dirèche-Slimani points out that Christians in Kabylia number only a few thousand<sup>65</sup>. Already in the 19<sup>th</sup> century under colonial rule, Kabylia became a political and religious issue where colonization was associated with Christianization. The work of the Catholic missionaries, based on the notion that Islamization was less frequent among Kabyles, was to facilitate their reintegration into the "religion of their ancestors". Once viewed as a colonial policy, today as an American strategy of evangelization, conversion of the Kabyles to Christianity still remains a huge source of worry.

Although there is no reliable data on the number of non-Muslims in Algeria, they are estimated at about 5,000. To believe the figures supplied by Christian community leaders alone, there are 3,000 members of evangelical churches—most of them living in Kabylia—and 300 Catholics. Actually, Algeria views the arrival of new Christians as unsettling, as they are often migrants from sub-Saharan Africa seeking passage to Europe and finding shelter among the last remaining Christian communities. The departure of a million Europeans and the exile of 140,000 Algerian Jews impoverished the diversity of Algerian society. This all the more since the phenomenon is occurring at a time when the identities forged during the war for independence (1954-1962) are being questioned. In fact, at the same time as straying from Islam and espousing Christianity, there is also a trend of drifting from "official Islam" toward "sectarian Islam".

Salafism<sup>66</sup> has grown increasingly popular in Algerian society. The Algerian authorities have divided into three different currents: "scientific Salafism", which obliges the people to obey the prince according to tradition; "active Salafism", which is the work of former FIS radicals and tends to make the individual into a "fortress" built on Islamic values; and lastly "Jihad Salafism", embodied by the GSPC, which has become Al Qaeda in Islamic Maghreb.

The first two currents occupy a large majority in Salafist circles. They can be seen as a religious reaction to the civil war that aims to restore the image and message of Islam after its

---

<sup>63</sup> S. Lounès, "Évangélisation en Kabylie", art. cit..

<sup>64</sup> Kamel Chachoua inventories the clichés about Kabyle religiosity. He quotes Alfred Rambaud, author of a book in the 19<sup>th</sup> century on Greater Kabylia, who wrote "After having been rather doubtful Christians, they have become Muslims of a peculiar sort." Or again Father Dugas, "They say that Kabylia is Algeria's Switzerland, but for the Archbishop of Algiers, it is Africa's Lebanon." See K. Chachoua, *L'Islam kabyle*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001.

<sup>65</sup> K. Dirèche-Slimani, *Chrétiens de Kabylie, 1873-1954. Une action missionnaire dans l'Algérie coloniale*, Paris, Bouchène, 2004.

<sup>66</sup> An ideology that advocates a return to the religious practices of the Prophet (*salaf* means "ancestor" in Arabic). For a complete approach to the term, see B. Rougier (ed.), *Qu'est-ce que le salafisme?* Paris, PUF, 2008.

having been misused by radical Islamist groups. The aim is to bring the faithful back to the path of inner peace by making Islamic values their own once again. The regime encourages these two currents: they help to redirect former FIS values from the political to the private sphere. But Salafism, including in its most pacifistic version, also poses a threat for the authorities in that its "values" and some of its "practices" would appear to be incompatible with those of "official Islam". Little subtleties are used to work around it that nevertheless carry heavy symbolism and defy the regime: loudspeakers in certain mosques that call for breaking the fast a few minutes before the legal time, the broadcasting of *tarawih* prayers, or even the importing of Qur'ans that, according to the Ministry of Religious Affairs, contain "serious and malicious alterations of the verses", etc.

The third current presents the regime with a security challenge: it draws the most media attention because it is the most violent. On Thursday 6, September 2007, a suicide attack targeted the presidential cortège in the city of Batna, killing 22 and wounding over 100. On Saturday, September 8, another suicide bombing—perpetrated by a 15-year-old boy—targeted the coast guard barracks in Dellys. The toll was 28 dead. On April 11, a triple attack killed 30 and wounded 220 in Algiers. All of these attacks were claimed by Al Qaeda in Islamic Maghreb.

Evangelization in Kabylia and the spread of Salafism fit in with an overall context in which religious worship is diversifying due to a broad offer. The phenomenon is worldwide, and Algeria is not exempt from it. Algerian society has rediscovered not only its political pluralism but also its fragility. As psychoanalyst Nourredine Toualbi once pointed out:

"The young generations are in a crisis of meaning. Their life trajectory is thwarted by the weight of countless existential impoverishments (social, affective, and sexual poverty). Destructive anguish can be feared as a backlash. These youths sometimes represent a danger for others as well – and perhaps they are dangerous especially for themselves, struggling with serious disenchantment in a supposedly egalitarian society that has not kept its promises."<sup>67</sup>

## MEETING ALGERIA'S "OCEAN OF NEEDS"

The launching of an ambitious economic program lifted Algeria out of its economic slump, without for all that bringing it out of its post civil-war depression. If the aim of national reconciliation was to rebuild the national cohesion damaged by years of civil war, the government's economic plan was intended as a response to the economic and social problems

---

<sup>67</sup> *Liberté*, December 7, 2000.

of part of the active population—out of the 8.7 million people comprising it, 2.5 million were unemployed in 2000 (27%). On the horizon of 2010, pessimistic IMF forecasts readily predicted an unemployment rate of 37% if the growth rate excepting hydrocarbons remained lower than 7%. The revenues of the third oil crisis were used both to finance the return of civil peace and to purchase social peace. The three-year economic stimulation plan (2001-2004) sought to fuel investment—about \$7 billion after a decade of capital flight:

"We never said that this program would make Algeria prosperous overnight. It is business that creates wealth. It must not be forgotten that this plan comes after ten years of terrorism and destruction. Whatever you do, it will always seem insufficient with respect to the ocean of needs to be met."<sup>68</sup>

A flourishing informal economy has taken over to meet those needs since the state's disengagement. In 2005, this unobserved economy accounted for 16 to 17% of the GDP and employed 50% of the active population. It must be admitted that since 2003, the government has devoted 50% of oil revenues to social transfers (770 billion DA), or about 13% of the GDP, in order to correct the destructive effects of the oil counter-crisis (1986-2001). The results are plain to see: the poverty level has fallen to 4.9% of the total population compared to 12.1% in 2000. The fact remains that even if poverty has declined, the majority continues to live in unstable conditions: 4 million people, or half the active population, has no social protection and works in the informal sector (services, agriculture and construction), and 500,000 youths leave the school system prematurely with no qualification, convinced that the unemployment rate rises with educational level (17% of the unemployed have a university education).

## THE LIMITS OF BOUMEDIENISM

Renewed oil wealth has enabled Abdelaziz Bouteflika's Algeria to make itself heard once again on the regional and international scene and reappear as an attractive emerging market for investors. For Algerians, Abdelaziz Bouteflika's presidency primarily means a semblance of state re-engagement after mafia rule. The Khalifa scandal illustrated the audacity of those

---

<sup>68</sup> Prime Minister Ali Benflis, *Jeune Afrique – L'Intelligent*, n° 2186, December 2002.



who openly laundered the capital they accumulated during the decade of violence<sup>69</sup>. The anti-corruption campaigns in the wake of this scandal helped to show that the state was back. Between 1999 and 2009, Abdelaziz Bouteflika, aided by the price of oil, managed to restore, if not the legitimacy of institutions, at least order in business. However, his determination to pursue in 2009 the "task" begun in 1999 has raised doubts and concerns. His crushing victory in the May 2009 presidential election with 90% of the vote was predictable. Given that the incumbent president's rivals did not have the state machinery or the logistics of a major popular political party to back them, Bouteflika was bound to be elected by an overwhelming majority. The President wanted to recreate the illusion of a popular presidency on the model of Houari Boumediene (1965-1979). The stakes of the election therefore lay mainly in the rate of voter turnout. The official turnout of 74.11% raised questions as to its accuracy. In 1999, the "Bouteflika vote" indicated a desire to turn the page on years of violence and forget the tragedy of the civil war. In 2009, the presidential landslide suggested that there was no political void, that the nation had a chief of state who enjoyed the strong backing of the people: with the return of financial abundance, Abdelaziz Bouteflika brought back "Boumediénisme".

And yet, as some observers point out, if the per-barrel price is less than \$70 dollars beyond 2011, "the Algerian economy will be confronted with a serious upheaval leading to massive layoffs"<sup>70</sup>. Since 1999, except for repaying the debt, Bouteflika's Algeria has not been able to shake its hydrocarbon dependence. Rightly concerned by national reconciliation after the civil war, the president implemented an amnesty policy that functioned: the tragedy of the civil war was buried in the collective memory and there is a tacit agreement not to bring it up again. The fear of mutual responsibility has paralyzed the former protagonists. It is a wound that has closed without being disinfected. The president's eagerness to go down in history as Algeria's "savior" masks his inability to build legitimate political institutions. The renewal of patronage may function temporarily thanks to oil revenues. But the problems remain: dependence on oil, weak institutions, unemployment, corruption, etc., all ingredients that undermine the bases of future stability. Algeria is not Tunisia, and the state does not have the means to restrain the population or the competence needed to offer it a better standard of living. Without democratic institutions or legitimate opposition, the illusion of overwhelming support for the president will only delay Algeria's confrontation with the challenges it must face.

Restoration of "past grandeur" under Abdelaziz Bouteflika's presidency is only a partial answer to Algeria's problems. Even if this policy has led to improved security, citizens show no sign of being convinced of this when called on to elect their representatives. The extremely

---

<sup>69</sup> The Khalifa scandal refers to the spectacular rise of the Rafik Khalifa banking and transport group during the 1990s. The group was accused of laundering the "generals'" money. Countering this hypothesis, A. Belkaid writes, "with considerable financial means, unwavering political support until at least 2002, and the support of Western business circles, Khalifa had the opportunity to build a powerful and credible group similar to the Russian oligarchs." See A. Belkaid, *Un regard calme sur l'Algérie*, Paris, Seuil, 2005.

<sup>70</sup> C. E. Chitour, "Troisième contre-choc pétrolier. Que doit faire l'Algérie?", *l'Expression*, november 24, 2008.

high abstention rate at the polls shows that Algerian voters do not believe political parties are capable of representing society; they view them as instruments in the service of a system that grants them a very slim margin for maneuver. Thus, more than the third oil crisis, it is the lack of democratic institutions that is a source of concern because, as sociologist Zoubir Arous points out, there is considerable risk:

"There are no organized forces capable of carrying out peaceful change. The path is therefore open to change through chaos."<sup>71</sup>

In the May 2007 legislative elections, editorialists underscored the urgency of restoring the link between voters and political leaders. Yet, voter turnout was 35.51%, one of the lowest on record since independence in 1962. Worse still, the "real" turnout was allegedly less than 20%, according to the first secretary of the *Front des Forces Socialistes* (FFS), Karim Tabou, who had called for a boycott of the elections. In fact, as the author of a column aptly entitled "Vote for Whom, and Why?" noted,

"[Voters] penalized the political void and the transformation of parties into mere instruments and cogs in the machine of the system... That implies doing away with a façade rationale to move toward real and effective democratization."<sup>72</sup>

The high abstention rate pointed up the inability of political parties to mobilize the electorate, as political parties seem to be an instrument in the service of a system of patronage that no longer meets people's expectations. The lack of interest surprised the government all the more since its economic achievements exceeded even the most optimistic forecasts. With an economic stimulation plan of \$140 billion in five years (2004-2009), an average growth rate of 4.9%, a 92% increase in GDP and 29% in per capita income, an 11% drop in unemployment, the governing parties should have roused a wave of enthusiasm. Yet it was the opposite that occurred. The FLN, for instance, lost seats. That indicates that the voters do not perceive the recent performance of the Algerian economy as a guarantee of lasting development but instead as the effect of the rise in oil prices. Algeria became richer, but its leaders did not manage to convince the citizens that they were the first to benefit. They are no longer satisfied with a paternalistic distribution of the oil rent. For Bouteflika's Algeria, the challenge is not to reinvent Boumedienism but to establish the foundations of a political system based on democratic institutions. This alone would help to counter the toxic effects of a lucrative rentier economy. Expectations of change from within are nonexistent, as are those based on the EU's capacity to export its norms and values.

---

<sup>71</sup> *El Watan*, May 20, 2007.

<sup>72</sup> "Voter pour qui, pourquoi?" *Le Quotidien d'Oran*, May 19, 2007.

## ALGERIA AND THE EUROPEAN UNION

After signing an EU Association Agreement in April 2002, with implementation scheduled to begin in 2005<sup>73</sup>, Algeria first expressed its refusal to join the ENP in September 2007, then in 2008 it showed interest in drawing up a plan. However, in 2010, Algeria no longer wished to be involved in an Action Plan. Taking over for the ailing Euro-Mediterranean Partnership (EMP – the anticipated virtuous circle did not materialize and the track record of the Barcelona process was disappointing to say the least), the ENP, due to its political and economic ambitions, aroused concern in Algiers, which view it as institutionalizing a "logic of hegemony"<sup>74</sup> in the framework of a bilateral relationship that could only be unfavorable, it being likely to strip the Algerian state of control of the agenda for economic and political reforms to be implemented. In 2002, Algeria had reluctantly signed the EU Association Agreement; in 2009, it criticized the EU's lack of support for Algeria's integration in the WTO and the lack of investment outside of hydrocarbons<sup>75</sup>. Through this criticism it expressed its disappointment in the EU and hence its refusal to rush into an Action Plan. In fact, "resistance" to the European Neighborhood Policy is a product of the oil wealth<sup>76</sup>. With Europe, a segment of Algeria's decision-makers are interested in the energy market and security cooperation but not by the political dimension of the ENP and even less so by its intrusion in the agenda of economic reforms. For what reasons would they agree to such constraints? It is easy to understand why Morocco, Tunisia and Egypt play by Europe's rules. These countries expect a return on the investment of their participation in the neighborhood policy, which could come in various forms of financial assistance. But for Algeria, with \$150 billion in foreign exchange reserves, EU financial aid seems to be a tasteless carrot indeed compared to the progress to be made. And this even more since European "hegemony" could seriously destabilize, if not bring down, the "coalitions that seek to exploit sources of revenue"<sup>77</sup> that have managed to survive against all odds. Thus the ideal relationship for Algeria would be to limit itself to active participation in the EU's energy structure and integration into the regional security strategy. But in reaction to the EU's insistence on binding it to the Neighborhood Policy, Algeria takes pleasure in pointing out that unlike other countries in the region, although it

---

<sup>73</sup> On April 22, 2002, Algeria signed the EU Association Agreement, to be implemented on September 1, 2005. This agreement provides for reducing customs tariffs, encouraging the free circulation of capital for FDI in Algeria, encouraging political dialogue and respect for democratic principles and human rights, and working toward regional integration.

<sup>74</sup> E. Barbé, "L'UE et son voisinage en Méditerranée", in J. Rupnik (ed.), *Les Banlieues de l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 162.

<sup>75</sup> "Le torchon brûle entre Alger et Bruxelles", *El Watan*, May 23, 2009.

<sup>76</sup> H. Darbouche, "Decoding Algeria's ENP Policy", *Mediterranean Politics*, Vol. 13, n° 3, 2008, p. 11.

<sup>77</sup> G. Favarel-Garrigues, "Mafia Violence and Political Power in Russia", in J-L. Briquet and G. Favarel-Garrigues (eds), *Organized Crime and States*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 148.

agrees to discuss the ENP, it feels no need to be part of it. This calculated indifference is a strong asset in negotiations with the EU, as it forces the latter to reduce its political ambitions and expectations considerably, even to refrain from broaching the fundamental problems of a lack of democracy and poor governance.

This is all the more true since Russia has offered Algeria strategic cooperation with no political strings attached. Unlike the EU, which couples energy and security strategy with political conditionalities (democracy and governance), Russia focuses solely on energy and security, thereby offering a flexible framework. Vladimir Putin on a visit to Algiers had declared, "Algeria is a key partner for Russia in the Mediterranean". Russia, considering its importance in the EU gas supply system, is eager to draw Algeria into Gazprom's strategy to heighten EU dependence and thereby increase the mutual benefits for the two countries<sup>78</sup>. So when Russia agreed to convert the military debt Algeria incurred in the 1960s-70s (\$4.7 billion) for \$3.5 billion in arms purchases, Putin made it contingent on Gazprom's acquiring a 15% share in Sonatrach. President Bouteflika rejected this condition to the great relief of the European partners who feared that Gazprom would manage to turn Sonatrach into a subsidiary<sup>79</sup>.

Algeria is prepared to rearm in Russia but not deliver its natural gas there, because between EU demands and those of Russia, Algeria can now pick and choose. As it turns out, it continues to use Russia as its main armament supplier, having become the second largest importer of Russian armament in 2008<sup>80</sup>—and has made the EU the main outlet for its gas. Algeria has increased its geopolitical importance in Europe's energy supply system. The Ministerial Declaration of the Euro-Med Energy Forum in May 2003 underscored the need to complete the "Euro-Mediterranean gas ring" by strengthening support for gas pipelines to supply Spain, Italy and France from Algeria. Algeria represents 10% of gas imports to the EU, whose main supplier is Russia. The EU's dependence on natural gas imports is growing constantly: 62% of its gas consumption was imported in 2006. Algeria has the sixth largest proven world reserves and it is the world's fourth largest exporter of natural gas. Benefiting from the development of a gas market in Europe, Algeria has become the EU's third largest supplier, providing it with liquefied natural gas (LNG) and pipelines (Transmed, Maghreb Europe Gas Pipeline). Two projects are underway, GALSI to link Algeria and Italy via Sicily, and "MEDGAZ" linking Algeria and Spain.<sup>81</sup>

---

<sup>78</sup> H. Darbouche, "Russian-Algerian cooperation and the 'gas OPEC': What's in the pipeline", *CEPS, Policy Brief*, n° 123, March 2007.

<sup>79</sup> A dispatch from the Russian International news agency entitled "Russia loses footing in Algeria" December 13, 2007, aptly summarizes the stakes of Gazprom's presence in Algeria: "Due to their assets in natural resources, the two countries could have controlled about 40% of natural gas deliveries to the EU. But by trying to neutralize the increasing pressure from Gazprom, European natural gas consumers decided to bank on Algeria and Libya. The stubborn struggle the EU has undertaken to diversify its energy supply makes Gazprom's presence in these countries unacceptable to gas buyers", [http:// fr.rian.ru/russia/20071213/92235860.html](http://fr.rian.ru/russia/20071213/92235860.html)

<sup>80</sup> Algeria possesses "the largest war navy in the region. Even Egypt cannot rival with it. In the field of aviation, the accumulation of Su-27, Su-30 and Mig-29SMT will enable Algiers to have clear superior air power in the entire region." "L'Algérie, puissance régionale méditerranéenne incontournable?", *Défense et sécurité internationale*, n° 25, April 2007, p. 62.

<sup>81</sup> J. Percebois, "The Supply of Natural Gas in the European Union. Strategic Issues", *OPEC Energy Review*, Vol. 32, March 2008, p. 50.

The French initiative of the Union for the Mediterranean project has created an opportunity to re-discuss the place of political reform in the framework of Euro-Mediterranean relations. The very equilibrium of European policy rests on the principle of non-interference and respect for sovereignty. So as not to offend the authoritarian regimes that are party to it, it is commonly agreed that problems touching on violations of human rights and freedoms are excluded from public exchanges and relegated to the private level where "firm by friendly" criticism is voiced. Coupled with this self-censorship is a method based on a step-by-step approach with authoritarian regimes. Rather than tackling the issues of a democratic deficit, the rigging of elections, violation of human rights and corruption, the ENP has "invested" in sectors with potential such as freedom and justice.

## CONCLUSION

Algeria has no lack of financial resources. The state's economic and social development plan for the 2010-2014 period passed by the Council of Ministers involves the investment of 280 billion dollars along six main lines: human development, development of basic infrastructure, improvement in public services, economic development, unemployment measures, scientific research and new communication technologies. To prevent the recurrence of corruption scandals that punctuated the 2005-2009 development plan, the emergence of democratic political institutions would seem to be a prerequisite in order to ensure transparent and controlled management of public expenditures. Failing that, it can be feared that this colossal public development plan will give rise to equally colossal cases of corruption.

In the past, the lack of democratic institutions able to exercise control over spending led to the failure of the Algerian economy. The sudden financial windfall in the 1970s obliterated the leaders' receptivity to the demands of society. Some theorists believe that good governance of the rent would be enough to raise the level of national wealth and the well-being of all. But this reasoning, which holds true for a democratic country such as Norway, is not applicable to authoritarian rentier regimes insofar as the oil bonanza is not invested in achieving economic efficiency but in the mechanisms and structures that reinforce a system of patronage. In short, although Algeria's economic policies have "failed" in the past, the regime has "succeeded" in remaining in power despite meager economic results, revolts and civil war. Since 1962, the ruling elites have all come from the FLN and ensure that the regime remains strong despite highly criticized economic and political choices that have been unable to provoke a regime change. Resource allocation has been used to foster the installation of this regime and consolidate it, but the price of this success has certainly

been Algeria's economic failure: 97% of foreign revenues come from hydrocarbon sales, which ensure 60% of budget receipts.

"The rent is not in itself a curse or a blessing for a country's economy. Its impact varies according to the institutional forms of regulation of said country that can use it to invest in capital formation and can behave in a fashion other than predatory."<sup>82</sup>

In her analysis of Malaysia, another Muslim oil country, Isabelle Beaulieu thus describes the successful cohabitation of a rentier economy and an authoritarian political system. Rent allocation has enabled huge investments in human capital and the birth of an "industrialized rentier state". In short, Malaysia has become the country that Algeria's nationalist elites in the 1970s would have liked to achieve: a strong, industrialized state. Unlike Malaysia, Algeria made poor choices that led it to make ineffective use of the oil rent. By raising oil to the status of the nation's symbol, comparing it to the people's blood, the regime was blinded by the magic powers it projected on this natural resource. This voluntary blindness has only lasted due to the lack of regulatory institutions: the flow of oil wealth was pumped into clientelistic networks without any democratic oversight being exercised. Owing to the third oil crisis (2002-2008), Algeria recovered un hoped-for financial abundance that enabled it to accumulate precious reserve funds in a period of international financial crisis. The needs to be met and the challenges to address are not lacking. At the World Economic Forum on Global Competitiveness in 2009, a dismal report was made of Algeria's competitiveness. Out of a list of 133 countries, Algeria ranked 83<sup>rd</sup>, far behind Tunisia (40<sup>th</sup>). With one of the most rigid labor markets in the world, a deplorable educational system and a lack of transparency in state expenditure, it has a long way to go if it hopes to come close to Malaysia, ranked 24<sup>th</sup>. Oil wealth may offer Algeria a chance, as long as it is invested in the well-being of its people (education, health care, freedoms) rather than in the maze of a clientelistic system. As Amartya Sen has demonstrated, such investments form the essential capital on which to build lasting development<sup>83</sup>.

---

<sup>82</sup> I. Beaulieu, *L'Etat rentier. Le cas de la Malaysia*, Ottawa, PUO, 2009, p. 47.

<sup>83</sup> A. Sen, *Un nouveau modèle économique: développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.